

Contestations du Clergé et des Patriotes du Valais au sujet du pouvoir temporel après l'épiscopat de Hildebrand Jost (1638-1798)

(2^{me} Partie)

GREGOIRE GHIKA

Nous avons exposé dans un précédent article qu'après des disputes qui s'étendirent pendant tout le XVII^e siècle et qui portaient sur la renonciation par le clergé valaisan à la « Caroline », c'est-à-dire au pouvoir temporel conféré, selon la légende, par Charlemagne à S. Théodule, sur le mode de nomination des évêques, sur les fiefs-liges et sur les droits régaliens, les ecclésiastiques et la diète étaient restés sur leurs positions, sans avoir résolu le moindre de ces problèmes.

On pouvait donc s'attendre, pour le XVIII^e siècle, à une reprise des hostilités : le clergé guettait le premier prétexte pour rappeler ses anciens droits souverains, et il sut habilement profiter des innovations illégales de la *Landsgemeinde* tenue à Viège en 1732, pour faire état de ses droits politiques garantis par le *Landrecht* de 1571. A la suite de l'appui qu'il avait prêté aux autorités, notamment à la bourgeoisie de Sion, dont les droits souverains avaient été mis en danger

également en 1732, le haut clergé se crut suffisamment épaulé pour reprendre la lutte. Elle débuta lors de l'élection de l'évêque J.-J. Blatter en 1734.



L'évêque F.-J. Supersaxo était mort le 1er mai 1734¹. Le 18 du même mois, la diète quitta la Majorie pour se rendre à la cathédrale, non sans une grave querelle de préséance entre les dizains de Sion et de Conches². Le sénéchal, portant le glaive de la préfecture et précédé par les familiers, marchait devant le bailli, accompagné du doyen du chapitre. Venaient ensuite le vice-bailli et le second doyen, le secrétaire d'Etat et le sacristain, puis les autres chanoines et les députés, deux à deux. A l'entrée du chœur, les députés occupèrent le côté droit, et les chanoines, celui de la sacristie. Après les cérémonies d'usage, le bailli A. Blatter demanda au chapitre d'effectuer la présentation accoutumée de quatre de ses membres, « afin que la Haute Assemblée pût en élire un [évêque] à son arbitre ». Le procureur général du chapitre, le chanoine Hagen³, donna lecture de la présentation, contenue dans une lettre cachetée, « après un discours des lourdes incombances de la charge épiscopale »⁴. Puis le bailli confia le conseil secret au dizain de Sion, avec assistance de deux membres de chaque dizain ; ce conseil délibéra et fit « la mise aux voix en le conseil public ». Jean-Joseph Blatter fut élu à l'unanimité évêque, préfet et comte. Les deux doyens le placèrent au grand autel, du côté de l'Evangile. Le bailli prit le glaive de la préfecture sur l'épaule droite : « après avoir rappelé les devoirs temporels d'un évêque et préfet », il le remit aux mains du nouvel élu. Après le *Te Deum*, on regagna la Majorie dans le même ordre, sauf que l'évêque fut placé à la droite du bailli.

¹ *Recès des diètes valaisannes*, traduction manuscrite par Adolphe de Courten, aux Archives cantonales du Valais (AV), 7 vol., L 17 à 23 (cités : de Courten), T. VI, p. 565.

² Voir à ce sujet G. Ghika, *Contestations du clergé et des Patriotes du Valais au sujet du pouvoir temporel après l'épiscopat de Hildebrand Jost (1638-1798) (1re partie)*, dans *Vallesia*, T. V, 1950, p. 213, note 50.

³ Jean-Chrétien Hagen (1683-1746), de Gluringen, docteur en théologie, curé de Sierre 1711-22, chanoine de Sion 1722, doyen de Valère 1742, vicaire général 1744 (*Armorial valaisan*, Zurich, 1946, p. 121, art. *Hagen*).

⁴ de Courten, VI, p. 568. Les candidats en présence étaient : Alexis de Werra (1667-1744), de Loèche, chanoine dès 1694, doyen de Valère 1701, doyen de Sion 1704, official et vicaire général 1722, vicaire capitulaire 1734 (Tamini et Délèze, *Nouvel essai de Vallesia Christiana*, St-Maurice 1940, p. 507), Jean-Joseph Blatter (1684-1752), le futur évêque, originaire de Viège, curé de Sierre 1708, chanoine de Sion 1711, curé de Sion 1719 (*ibidem*, p. 421), Jean-Etienne de Riedmatten (1670-1742), de Münster, chancelier 1696, recteur de la Ste-Trinité, chanoine de Sion 1696, sacristain 1721, doyen de Valère 1721 (*ibidem*, p. 492), Jean-Joseph de Chastonay (1678-1774), de Sierre, chanoine de Sion 1705, sacristain 1743, doyen de Sion 1746, vicaire général 1746, vicaire capitulaire 1752 (*ibidem*, p. 431).

A l'entrée du château, celui-ci remit les clefs à l'évêque sur un plat (*credenz*) et accompagna le prélat jusqu'à la porte de la chancellerie. Le serment fut prêté le lendemain⁵.

Comme on le voit, les recès ne permettent guère de supposer que cette élection ait occasionné des difficultés de la part du chapitre. Toutefois, on peut admettre que le discours du procureur général sur les « lourdes incombances » de la charge épiscopale dut contenir des protestations des chanoines. A la diète de décembre 1734, nous apprenons que le chapitre avait demandé de siéger dans les diètes ordinaires⁶. Les députés y virent une innovation et ne voulurent pas y consentir. Les deux chanoines présents firent observer que le chapitre « est aussi membre de l'Etat et assiste en les affaires majeures ; qu'ainsi cela lui appartenait de même en les moindres ; que c'est un ancien droit auquel les chanoines n'ont pas renoncé, parce qu'il a été interrompu ; qu'ils ne cherchent par là qu'à consolider la bonne entente entre l'état ecclésiastique et le civil ». Ils voulaient « que Sa Grandeur ait, en les affaires importantes... où le spirituel est parfois impliqué, assistance sous la main ». Ils ne demandaient point part aux « argents communs et sportules ». Les représentants des six dizains supérieurs s'en référèrent à leur refus antérieur et à leurs instructions. Les chanoines réitérèrent leur demande auprès du bailli et réclamèrent un juge impartial pour le cas où cela leur serait entièrement refusé. Sion prit le parti du chapitre⁷ à la diète de mai 1735. Mais les six autres dizains persévérèrent dans leur attitude : ils précisèrent qu'ils ne voulaient « rien enlever ni ajouter au v. chapitre » et qu'ils espéraient que ce dernier laisserait « l'Etat civil... sans changement, en ses droits et en la forme de gouvernement transmise par leurs ancêtres ».

Le 9 septembre 1735, le chapitre décida d'imprimer un mémoire. Il s'agit d'un texte de 50 pages, en langue allemande, qui fut répandu dans tous les dizains, avant la diète de décembre. Nous nous efforçons de donner ici un aperçu aussi exact que possible de cet important document, encore inédit à notre connaissance⁸.

⁵ Le bailli Blatter avait voulu se démettre de ses fonctions vu que « l'épiscopat et le baillivat étaient réunis en une seule famille, sur quoi pourrait être fait juste réflexion en un Etat libre ». Mais on n'accepta point sa démission (de Courten, VI, p. 569).

⁶ *Ibidem*, p. 576.

⁷ *Ibidem*, p. 584.

⁸ Les recès le mentionnent (de Courten, *ibidem*, p. 591). P.-A. Grenat, ainsi que nous le verrons plus loin, ne semble pas en avoir pris connaissance directement (*Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, Genève, 1904, pp. 392-393). — On en trouve un exemplaire dans les AV, fonds AT, L *collectanea*, T. 9, No 28 : cahier de 50 pages de 14,5/21,5 cm., imprimé chez Joh.-Michael Mayr et intitulé : » *Herrlichkeitliche Rechte und Beweg-*

Ce mémoire débute par un exposé des faits qui se sont produits lors de l'élection de l'évêque J.-J. Blatter : après le décès de l'évêque Supersaxo, le chapitre s'était réuni et avait examiné la question des atteintes à la seigneurie épiscopale, notamment en ce qui concerne l'article premier du *Landrecht* sur les citations en justice⁹. Il en avait conclu qu'on lésait ainsi ses propres droits seigneuriaux, qu'il devait s'opposer à ce que l'on modifiât de plus en plus le *Landrecht* à son insu et contre son gré, et que le seul moyen d'y parvenir était d'envoyer régulièrement des représentants dans toutes les diètes et diétines.

C'est pourquoi, le 12 mai 1734, le doyen Etienne de Riedmatten et le procureur général Chrétien Hagen occupèrent en diète le siège du chapitre, votèrent en conseil secret et en grand conseil, et déclarèrent, la veille de l'élection épiscopale, que le chapitre avait l'intention de participer à toutes les diètes en qualité de membre de l'Etat (*als ein Mitglied des Stands*), et qu'au reste personne n'accepterait la dignité épiscopale, toujours plus onéreuse, sans disposer, dans les diètes, de l'appui de quelques représentants du chapitre. Le bailli répondit avec bienveillance et accepta de soumettre la chose aux dizains.

Le 18 mai, avant l'élection, des difficultés surgirent à propos de l'épée de la préfecture qui ne se trouvait pas au château : selon l'ancien usage, le chapitre devait la porter à la sacristie de la cathédrale pour la remettre aux mains du nouvel élu ; deux députés des dizains descendirent à la sacristie, où le chapitre était assemblé, afin de réclamer ce glaive. Il s'ensuivit une contestation juridique, mais le temps pressait, les chanoines firent, pour cette fois, la concession suivante : ils se rendraient tous à la Majorie avec l'épée, en descendraient et y remonteraient dans l'ordre déjà indiqué par le recès.

A la cathédrale, lorsqu'on exigea que le chapitre présentât quatre candidats, le procureur général de ce corps protesta, comme de coutume, contre cette présentation, qu'il considérait comme nulle et très préjudiciable à l'évêché et au chapitre. Mais, ne pouvant faire autrement, il désigna quatre de ses membres et l'élection put avoir lieu.

Les événements auxquels notre manifeste fait ensuite allusion nous sont déjà connus par les recès : les chanoines furent exclus de la diète ; ils protestèrent contre les innovations en matière de *Landrecht*

Ursachen eines uralten Thumb-Stifts zu Sitten in denen Land-Räthen seinen Sitz ordentlich zu beziehen : auch was sich dissfalls zugetragen hat ». — Nous en avons déjà fait état dans *La fin de l'Etat corporatif en Valais et l'établissement de la souveraineté des dizains au XVIIe siècle*, Sion, 1947, pp. 264-269 et dans *L'indépendance du Valais à l'égard du Saint-Empire...*, dans *Annales valaisannes*, 2e S., T. 6 (1946-1948), p. 441.

⁹ Voir à ce sujet *Contestations du Clergé...*, p. 211, note 45, et Heusler, *Rechtsquellen des Kantons Wallis*, tiré à part de la *Zeitschrift f. schw. Recht*, N. F., VII-IX Bd., Bâle 1890, pp. 271-274, et *La fin de l'Etat corporatif...*, p. 90.

que, pour leur part, ils respectaient scrupuleusement. Mais on laissa entendre que le *Landrecht* était suranné (*zu alt*), et on les invita à établir leurs droits : c'est pourquoi le chapitre a demandé un juge impartial. Tels sont les faits qui se produisirent au cours de la diète de décembre 1734.

Les dizains repoussèrent toutes les requêtes du chapitre, lors de la diète de mai 1735, car ils les considéraient comme des innovations ; ils ne répondirent rien à la demande de désigner un juge.

De guerre lasse, le chapitre s'est décidé à faire état de ses droits, pour trois motifs principaux : 1° parce qu'on a banni ses représentants de la diète, contrairement à ses droits seigneuriaux ; 2° parce que le St-Siège et les dizains le considèrent comme membre de l'Eglise de Sion, et qu'il ne peut abandonner ses droits ; 3° parce que le *Landrecht* en fait un membre de l'Etat (*regierendes Stands-Glid*), et que ses droits seigneuriaux sont utiles pour le bien général et pour la vraie religion.

Le chapitre établira donc : 1° que les dizains n'ont pas le droit de l'exclure des diètes ; 2° que l'on a souvent porté atteinte aux droits de l'Eglise ; 3° que le chapitre n'innove pas en demandant à siéger ainsi, tandis que les dizains, au contraire, ne sont pas en paisible possession de leurs droits ; 4° qu'on ne peut refuser un juge impartial en cette affaire. Le refus des dizains provient d'une ignorance des vrais droits du chapitre, et ce mémoire est destiné à éclairer les esprits. Et dire que le chapitre ne peut se référer au *Landrecht*, qui serait trop ancien, ce serait méconnaître les dispositions du *Landrecht* où il est dit clairement que le chapitre y est l'un des trois intéressés (*ein Drittel deren in dem Landrecht Interessierten*), et il est clair que le chapitre, en tant que membre de l'Etat, peut toujours se fonder sur le *Landrecht*, pour établir ses droits et privilèges, puisque l'article 177 fait réserve des droits et privilèges de la mense épiscopale, du chapitre, de la ville de Sion, de tous les dizains et localités du Valais. Le droit consacre donc, pour autant qu'ils ne sont pas contraires au droit écrit du *Landrecht*, les usages, droits et privilèges de chaque partie, antérieurs au dit *Landrecht*. Or, on sait que les diètes, comme bien d'autres choses, ne sont pas réglementées expressément dans ce *Landrecht* : l'article 177 les soumet donc à l'ancien droit et coutume. Mais alors, jusqu'où faut-il remonter dans le temps pour se faire une exacte représentation des choses ? Le chapitre pense qu'on admettra qu'il faut se rapporter à l'époque où la paix et le calme furent rétablis dans la patrie, et se demander quel régime a été instauré et a fonctionné juridiquement depuis la dernière guerre de 1475, suivie de la conquête du Bas-Valais jusqu'à St-Maurice.

Première partie : le chapitre a le droit de siéger et dispose d'une voix dans les diètes, et les dizains ne peuvent l'en exclure.

Le chapitre pose une première question : quel a été le régime instauré à la suite des guerres de 1475 ? — D'après le traité solennel passé en 1477 entre l'évêque et les sept dizains, ces derniers reconnaissaient l'évêque comme leur haut seigneur dans le Haut et le Bas-Valais (*Hohen Herrn . . . non sit nisi unus Dominus spiritualis et temporalis*), comme seigneur au spirituel et au temporel. On doit en conclure que les patriotes, en pleine connaissance de cause, en des temps pacifiques, même après la conquête du Bas-Valais, ont parfaitement reconnu, pour l'avenir, ces droits de l'Eglise de Sion : ainsi, l'évêque convoquait les diètes, etc.¹⁰.

Deuxième question : comment a-t-on considéré le chapitre après la conquête du Bas-Valais ? — Le terme d'Eglise de Sion s'étend non seulement à l'évêché, mais encore au chapitre, qui jouissait d'un grand prestige et avait une grande influence dans le gouvernement de l'évêque (*. . . grosses Ansehen, und in dem gemeinen Weesen vil zu reden . . .*). En effet, en cas de vacance du siège épiscopal, il présidait seul à la Majorie ; les papes lui ont conféré, en vertu du concordat germanique, le droit d'élire l'évêque, et il remettait à ce dernier le glaive de la préfecture. Il avait le droit d'examiner et d'approuver la frappe de la monnaie. Le droit de chancellerie lui appartenait dans tout le pays. C'était dans son sein que l'évêque désignait deux juges généraux compétents au spirituel et au temporel, en matière judiciaire, à côté du vicaire général, pour le Haut et le Bas-Valais. Il existe des preuves authentiques que le chapitre a exercé ces prérogatives sans contestations avant comme après la conquête du Bas-Valais¹¹.

Il résulte clairement de ces faits que le chapitre siégeait ordinairement dans les diètes, non seulement parce que c'était l'évêque qui convoquait la diète, et que les dizains ne pouvaient donc en exclure le chapitre, mais encore en vertu de ses droits seigneuriaux indiqués, qui lui valaient un siège à côté de l'évêque, et devant le bailli, dans toutes les diètes, pour les affaires judiciaires comme pour les affaires politiques : dans les affaires judiciaires, parce que les juges généraux

¹⁰ Sur l'acte de 1497, voir *ibidem*, p. 56.

¹¹ Sur le rôle du chapitre sous le régime épiscopal voir *ibidem*, pp. 22 et suiv., notes 30-34 ; sur la « présidence » du chapitre, p. 135, note 456 ; sur le concordat germanique, p. 69, note 225 ; sur la tradition du glaive, p. 134, note 455 ; sur le juge général, p. 48, note 141, p. 59, p. 89, note 318, et G. Ghika, *Droits et fiefs des Princes-Evêques de Sion au début du XVIIe siècle*, dans *Revue d'Histoire Ecclésiastique Suisse*, 1948, p. 196. — Sur le droit de chancellerie du chapitre, voir M. Mangisch, *De la Situation et de l'Organisation du Notariat en Valais sous le régime épiscopal, 999-1798*, St-Maurice, 1913, pp. 48-112.

étaient pris au sein du chapitre, et dans les affaires politiques, parce que le chapitre était membre de l'Eglise. Les dizains eux-mêmes ont reconnu cette prérogative du chapitre, ils ont jugé indispensable sa présence et son approbation dans les diètes qui traitaient les affaires de l'Etat : c'est ce qu'on peut voir dans la concession imposée par les dizains à l'évêque Jodoc de Silenen en 1483, moyennant approbation du chapitre. Si les dizains ont exigé que tout le chapitre confirme cette donation, c'est bien qu'ils le tenaient pour membre de l'Eglise de Sion ¹².

Troisième question : combien de temps a-t-on respecté l'accord de 1483 ? — Sept ans après, les dizains, qui ne s'estimaient pas satisfaits, exigèrent une récompense de l'évêque et du chapitre pour les services rendus du temps de Walter Supersaxo : ils demandaient des seigneuries dans le Bas-Valais, et le droit de désigner un gouverneur, car jusque-là, c'était le doyen de Valère qui administrait ce territoire. Le chapitre, pensant que cet acte de 1490 est de nature à éclairer le débat, reproduit intégralement son texte latin et le fait suivre d'une traduction allemande ¹³. Il souligne ensuite que les dizains ont encore exigé que tous les chanoines, réunis en assemblée capitulaire, approuvent et ratifient cet accord, que l'évêque avait pourtant signé avec l'autorisation et en présence du chapitre. Il en conclut que les dizains reconnaissent par là au chapitre un droit originaire à la seigneurie de l'Eglise de Sion, à côté de l'évêque (*dass auch das Capitel mit dem Bischoff ein ursprungliches Recht habe an der Herrlichkeit der Kirche zu Sitten*).

Le chapitre réfute encore une objection tirée du même traité, où il est dit que le gouverneur du Bas-Valais sera désigné chaque année, à tour de rôle, dans les dizains, moyennant assentiment de l'évêque et selon les formes usitées pour l'élection du bailli : ne semble-t-il pas que le chapitre n'assistait donc point aux diètes, puisqu'il n'est pas dit expressément qu'il prend part à l'élection du bailli ?

Réponse : le texte ne dit pas expressément non plus de quels patriotes il s'agit, et ce terme n'exclut donc pas le chapitre, car les diètes ne se tenaient pas alors comme aujourd'hui. On n'y indique pas d'ailleurs de quelle manière on élisait le bailli, et le mode d'élection différerait également de l'actuel. Où voit-on que le chapitre n'ait point participé à ces élections avant et après les traités passés avec Walter Supersaxo et Jodoc de Silenen ? Un acte de 1441, que le chapitre reproduit en latin et en allemand dans son mémoire, prouve que l'évêque

¹² Le mémoire reproduit le texte latin de la confirmation de l'acte de 1483 par le chapitre. Sur ce document, voir *La fin de l'Etat corporatif...*, p. 62.

¹³ Sur cet acte, voir *ibidem*, pp. 62 et 63.

désignait le bailli avec le conseil et en présence des chanoines ; il en fut de même sous les trois évêques suivants. Et le traité de Jodoc de Silenen n'a pas aboli les droits du chapitre, mais les a réservés expressément¹⁴.

Le chapitre apporte une autre preuve de son droit originaire à la seigneurie de l'Eglise de Sion et de son droit de participer aux diètes, c'est-à-dire au gouvernement : il s'agit des actes de légitimation des bâtards, concédés par l'évêque, et que le chapitre devait approuver. Le mémoire reproduit un acte en latin de 1361 et en donne un bref résumé en allemand¹⁵. Mais les traités de paix et d'alliance établissent d'une manière encore bien plus probante les prérogatives du chapitre : ce dernier les conclut à côté de l'évêque, c'est ce que l'on peut voir dans le traité de 1260 avec Pierre de Savoie, avec Philippe de Savoie en 1268¹⁶, où il appose son sceau comme membre du gouvernement de l'Eglise de Sion (*als ein regierendes Mitglied der Kirchen zu Sitten*). Il en va de même pour bien d'autres actes que l'on pourrait citer, mais le mémoire se contente de reproduire l'acte du 30 janvier 1400 par lequel le chapitre confirme un traité conclu avec la Savoie l'année précédente, et il cite encore un passage du traité d'alliance entre la Savoie, Berne et le Valais en 1446¹⁷. Le chapitre fait observer que les dizains ont bien reconnu cette prérogative et ce droit du chapitre, puisqu'ils lui ont demandé de ratifier et d'approuver leurs traités même après l'époque de Walter Supersaxo.

Le chapitre exerçait encore une autre prérogative seigneuriale en vertu de ses anciens droits, et même postérieurement au traité de l'évêque J. de Silenen : il bénéficiait de la première voix (*die erste Stimm*) dans les diètes où l'évêque présidait. Voici les preuves de l'existence de cette prérogative : d'abord, après le traité de Silenen, on ne tenait pas encore compte des décisions de la majorité (*es noch nicht nach der pluralität der Stimmen gienge*). Ensuite, le chapitre a exercé longtemps et pacifiquement l'office de juge général dans le Haut et le Bas-Valais, ainsi que le droit de chancellerie, qui n'est pas d'un petit rapport, et il a siégé longtemps depuis lors dans les diètes devant le bailli. Enfin, le traité de Silenen établit de manière irréfutable la prééminence du chapitre sur les dizains ; on sait que ce traité

¹⁴ Sur l'élection des baillis, voir *ibidem*, pp. 217-218.

¹⁵ Sur la légitimation des bâtards, voir *ibidem*, p. 49, note 145, p. 153, note 505, p. 198, note 682. — L'acte de 1361 est publié par Gremaud (*Documents relatifs à l'Histoire du Vallais*, dans *Mém. et Doc. publ. par la Soc. d'histoire de la Suisse Romande*, T. XXIX à XXXIII et XXXVII à XXXIX, Lausanne, 1875-1898, cité : Gremaud, No 2063).

¹⁶ Le Mémoire reproduit la fin des actes Nos 668 et 745, publiés par Gremaud.

¹⁷ Voir Gremaud, Nos 2500 et 2981.

a été passé quinze ans après la dernière guerre suivie de la conquête du Bas-Valais, à un moment de paix complète ; si cette convention prouve que les dizains ont réclamé certaines seigneuries à l'évêque et au chapitre, les dizains n'ont aucun droit pour autant d'exclure le chapitre des diètes et du gouvernement. Si cette convention établit que les dizains ont reconnu l'évêque comme haut seigneur du Haut et du Bas-Valais, les dizains n'ont aucun droit de lui conférer la préfecture, ni de s'intituler « *praeficientes* »¹⁸, puisqu'eux-mêmes prêtaient serment de fidélité, puisque le bailli signait « *Ballivus pro Reverendissimo* », puisque selon le droit canonique c'est l'élection par le chapitre et la confirmation du pape qui investissent l'évêque de la préfecture et de tous les droits seigneuriaux que possède l'Eglise de Sion. Primitivement, et devant le droit, il appartient au chapitre de remettre l'épée et les clefs de la Majorie aux mains de l'évêque, et le chapitre a exercé cette fonction seigneuriale sans contestation de nombreuses années après le traité de Silenen.

Le chapitre conclut d'une manière générale que l'élection du bailli et gouverneur par l'évêque et par les patriotes n'autorise aucunement à ce qu'on l'exclue des diètes, qu'il n'a pas l'intention de renverser les traités, mais qu'il entend faire état des droits qui y sont réservés et qu'il a exercés depuis lors. S'il est remonté jusqu'à la conquête du Bas-Valais pour les établir, c'est parce que l'on prétend que l'Eglise de Sion a perdu ses droits à ce moment, alors que c'est tout le contraire qui ressort des actes authentiques de ces traités.

Le mémoire répond ensuite à deux objections : 1) on dit que les dizains ont conclu des alliances avec l'étranger, sans le concours de l'évêque ni du chapitre, ce qui prouve que l'Eglise de Sion n'avait pas à intervenir dans toutes les affaires. — Réponse : à diverses époques, des différends se sont élevés dans la patrie, et il se peut que les dizains aient conclu sans les autres ou sans l'évêque ni le chapitre des alliances avec l'étranger ; mais avec le retour à l'ordre, l'Eglise de Sion a accepté et confirmé certaines de ces alliances, tel fut le cas de l'alliance de certains dizains avec Lucerne, Uri et Unterwald, que Walter Supersaxo et le chapitre ont renouvelée et approuvée en 1473, et celui de l'alliance que les dizains ont passée avec la couronne de

¹⁸ La discussion sur le sens du mot préfet semble latente dès le XVII^e siècle : elle se ramène à l'idée selon laquelle l'évêque n'est qu'un magistrat dans la République : voir *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 200-205, 213-216. Les patriotes ne voulaient pas reconnaître à l'évêque le titre de prince, mais tenaient à celui de préfet, auquel ils rattachaient un sens démocratique. Voir à ce sujet *Contestations du Clergé...*, p. 205 et p. 209 (interprétation d'a Castello). La discussion reprit plus nettement encore au XVIII^e siècle : voir *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 271-275, et *L'Indépendance du Valais...*, pp. 440-447.

France du temps du cardinal Schiner, et que l'Eglise de Sion a ratifiée lorsque la paix fut rétablie dans le pays¹⁹. Mais on ne voit pas que des alliances non approuvées par l'Eglise aient eu une longue durée. Et au surplus, ce qui se produit en temps de troubles ne pourrait servir de base à l'établissement d'un droit pour aucune des parties. Si, même en temps de paix, certains dizains ont conclu des alliances séparées avec l'étranger, cela s'est fait avec le consentement de l'Etat (*Stand*) et ne prouve aucunement que les autres dizains aient perdu ainsi leurs droits : cela ne prouve donc pas davantage que l'évêque ni le chapitre aient perdu les leurs.

2) On dit que les différends survenus du temps du cardinal Schiner, évêque de Sion, ont porté préjudice à l'Eglise. — Réponse : c'est inexact, car les dizains, après la mort d'Adrien Ier de Riedmatten, ont renouvelé en 1548 le traité passé avec Jodoc de Silenen, et l'ont donc reconnu et approuvé cinquante-huit ans plus tard ; ils ont réclamé la mainmorte que le chapitre et l'évêque percevaient alors, selon ce texte lui-même, dans le Bas-Valais. L'année suivante (1549), le recès de la diète de Noël confirma à nouveau le traité de Silenen ; on décida que les petites amendes ne dépasseraient pas dix florins de Savoie, c'est-à-dire trois livres, mais que les grandes amendes seraient comptées à l'évêque, à St-Maurice, à teneur de la convention passée avec J. de Silenen²⁰. Le mémoire apporte encore une série de faits prouvant que l'Eglise de Sion a conservé sa seigneurie après l'époque du cardinal Schiner ; en 1564, l'évêque Jean Jordan a légitimé, par acte du 19 mars, Claude, fils illégitime du notaire Jean Julliard, de Troistorrents, dans le gouvernement de Monthey. Depuis le règne du cardinal, les évêques ont convoqué les diètes, et le chapitre y avait la préséance sur le bailli, de même que pour les alliances avec l'étranger, ce qui ressort par exemple du texte de l'alliance scellée à Lucerne, en 1533, entre les VII cantons catholiques et l'Etat du Valais. Tel fut l'ordre observé dans les diètes et assemblées d'Etat jusqu'au *Landrecht* (1571). Jusqu'à ce moment, les dizains ne pouvaient éliminer le chapitre, puisque le traité de Silenen et autres constituèrent, jusqu'au *Landrecht*, la loi fondamentale (*Grundsatzung*) des droits seigneuriaux respectifs de l'Etat ecclésiastique et laïque, et parce que l'évêque convoquait lui-même les diètes.

Quatrième question : quelle a été la nature du gouvernement établi par le *Landrecht*, et quelle a été la situation réservée alors au chapitre ? — Le *Landrecht* fut accepté et approuvé par l'évêque, le

¹⁹ A ce sujet, voir *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 54, 55 et 68.

²⁰ *Ibidem*, pp. 84 et 88.

chapitre et les VII dizains en 1571, et en vertu de la protestation contenue à l'article 177, on fit réserve des droits et libertés de la mense de Sion, du chapitre et de chaque dizain²¹ ; il en résulte que les parties contractantes, qui ont approuvé cette protestation, n'ont ni cassé ni annulé le traité de Silenen. Preuve en soit que l'évêque, en sa qualité de préfet, a reçu le serment d'obédience dans tous les dizains postérieurement au *Landrecht*, bien que ce texte ne contienne rien à ce sujet ; c'est donc que l'on considère la chose comme incluse dans la protestation. De même l'évêque a continué après 1571 à assermenter, à percevoir les grandes amendes, à convoquer les diètes, etc. Son pouvoir seigneurial s'est donc maintenu.

Quant au chapitre, il continua à siéger dans les diètes devant le bailli, et son rang venait avant les dizains dans les ambassades à l'étranger ; on peut s'en convaincre, par exemple, par le texte de l'alliance jurée à Zoug, le 8 juillet 1613, ou à Fribourg, le 23 octobre 1623²². On y voit que le chapitre, même après le *Landrecht* de 1571, bénéficie du premier siège et de la première voix après l'évêque, et qu'il avait donc, dans les diètes, les droits d'un membre de l'Etat.

On objectera que le chapitre doit prouver ses droits par les recès des diètes, car sa situation dans les ambassades envoyées auprès des cantons catholiques est due uniquement au fait que ces alliances ont été conclues à cause de la foi catholique. On répond que le chapitre peut faire état d'autant de recès importants que l'on voudra pour établir ses droits seigneuriaux, bien que sa présence n'y soit pas toujours mentionnée, notamment sous l'épiscopat de l'évêque Jordan, parce qu'à ce moment la patrie fut divisée au sujet de la foi, et que le chapitre ne put toujours faire usage de ses droits, si bien qu'on en arriva à ne plus tenir compte de sa présence même dans l'élection du bailli ; c'est pourquoi le chapitre ne veut ni ne peut fonder ses droits uniquement sur les recès ; personne ne doit s'en étonner, d'autant plus que ses droits sont plus anciens que les recès. Si le chapitre n'a pas pu exercer toujours et partout ses droits, il les a néanmoins exercés assez souvent pour qu'il puisse prouver leur existence, et il a suffisamment protesté pour qu'ils ne soient point prescrits. Le chapitre fonde ses droits sur le fait bien établi qu'il est un membre de l'Eglise de Sion, et que les dizains l'ont reconnu comme tel. C'est aussi vu cette qualité et ses droits de membre de l'Etat du Valais qu'il a été admis et maintenu dans les alliances avec les cantons catholiques, après 1571.

²¹ *Ibidem*, p. 90.

²² Le mémoire cite quelques passages de ces textes qui sont publiés dans les *Eidgenössische Abschiede (E. A.)* (recès fédéraux 1587-1617, Berne 1872) T. V, 1, pp. 1131 et suiv. et V, 2, pp. 358 et suiv.

D'autre part, s'il est vrai que ces alliances ont en vue la foi catholique, il n'en reste pas moins qu'elles ont été conclues par des Etats souverains (*Herrlich- und Oberkeitlichen Ständen*) parmi lesquels se trouvait le chapitre comme membre du côté du Valais. Sinon, l'évêque et le chapitre auraient pu traiter avec les ecclésiastiques des cantons catholiques suisses. Et il est encore utile et souhaitable que l'évêque et le chapitre demeurent dans ces alliances catholiques. Toutefois, on ne saurait dire que ces alliances ne concernent que la foi catholique ; on peut le voir dans le texte de 1533 par exemple, dont le mémoire reproduit une clause de secours mutuel ; il s'agit aussi d'affaires d'Etat, et les dizains n'y ont pas moins laissé la préséance au chapitre. Ainsi le chapitre possédait un siège devant le bailli dans les diètes et les assemblées seigneuriales, et cela de nombreuses années après l'établissement du dernier *Landrecht*. Devant des preuves aussi irréfutables de la seigneurie du chapitre, est-il nécessaire d'établir ses droits au moyen des recès de la diète, et n'a-t-il pas le droit d'assister aux diètes sans que les dizains puissent l'en exclure ?

Cinquième question : quelle a été, postérieurement au *Landrecht* de 1571, la situation réservée au chapitre, en ce qui concerne l'élection des évêques ? — Après la mort de Hildebrand de Riedmatten, le chapitre a élu à l'unanimité, et conformément au droit canonique (bien que le recès présente la chose autrement), Adrien de Riedmatten, doyen de Sion, et il en a fait dresser un acte authentique ; puis il a nommé en qualité de procureur général et de commissaire à Rome le père Abundius de Côme, capucin de l'ordre de S. François, afin d'obtenir la confirmation du pape Paul V. Le mémoire reproduit le texte latin de cette bulle de confirmation, et le résume ainsi : le 14 janvier 1605, Paul V, la première année de son pontificat, a reconnu au chapitre le droit d'élire l'évêque de Sion selon l'ancien usage, et confirmé l'élection d'Adrien de Riedmatten, faite par le chapitre l'année précédente, élection qu'il considère comme canonique et conforme au droit. Cela prouve non seulement que l'élection de l'évêque de Sion appartient au chapitre, mais encore que ce dernier a élu Adrien II de Riedmatten. Et qui a présidé dans le château de la Majorie pendant la vacance du siège ? Seul le chapitre avait ce droit, comme on l'a dit, et lors du décès de Hildebrand de Riedmatten, comme autrefois, il résida dans le château épiscopal et présida jusqu'à l'élection de son successeur Adrien II de Riedmatten. En ce qui concerne le glaive de la préfecture, le chapitre avait l'attribution suivante : lors de l'enterrement d'un évêque, il portait l'épée devant le corps, et la conservait ensuite dans la sacristie de la cathédrale, puis le doyen de Sion ou l'un des quatre autres dignitaires la remettait à l'évêque nou-

vement élu, comme cela s'est passé lors de l'élection d'Adrien II²³. De même pour les clefs du château de la Majorie : c'est le chapitre qui les remet aux mains de cet évêque. Le mémoire fait remarquer que les évêques n'ont pas reçu leur château à titre de donation de la part de l'Etat temporel, mais que c'est l'évêque Guichard Tavelli qui l'a racheté en 1373 du noble major de Sion Berthold de Grisiaco, et que c'est Adrien Ier de Riedmatten qui l'a restauré en 1536, vu que ce château avait été ravagé en grande partie par un incendie²⁴.

Si donc le chapitre, après le *Landrecht* de 1571, a présidé dans le château pendant la vacance du siège, s'il a remis au nouvel élu le glaive et les clefs du château, s'il a eu la préséance sur le bailli et sur les dizains, dans le pays et au dehors, cela prouve sérieusement et clairement que le chapitre, en vertu de ses droits seigneuriaux, est un membre de l'Etat, et possède le droit de participer aux diètes et au gouvernement. Certes, l'élection de l'évêque appartient au chapitre parce que c'est un droit de nature ecclésiastique, mais la présidence et la remise de l'épée et des clefs lui appartiennent en tant que co-seigneur de l'Eglise de Sion (*tanquam Condomino Ecclesiae Sedunensis, als ein Mitglied der Herrlichkeitlichen Rechten der Kirchen zu Sitten*), ce qui a été reconnu par les dizains, comme on l'a vu.

L'époque de Hildebrand Jost confirme tous ces faits, quoique certains soutiennent le contraire ; avant l'élection de cet évêque, en l'an 1613, les dizains ont demandé au chapitre que le bailli, après le décès des prélats, préside dans le château, remette au nouvel élu le glaive de la préfecture et les clefs. L'Etat temporel ne reconnaissait-il pas que ce droit appartenait primitivement au chapitre ?²⁵ Le chapitre pense avoir démontré ainsi l'existence de tous les droits seigneuriaux auxquels il prétend.

Deuxième partie : *est-il vrai de dire que les droits de l'Eglise ont passé à l'Etat temporel du temps de Hildebrand Jost ?*

Le chapitre relève tout d'abord que l'on se contredit en proclamant « que l'on ne veut rien prendre à l'Eglise », et en soutenant d'autre part que le chapitre est déchu de ses droits seigneuriaux malgré une longue possession conforme au droit, à laquelle le *Landrecht* lui-même ne peut ni ne doit porter préjudice. Mais il n'est que trop

²³ Sur cette élection, voir *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 93-96 et 113-134.

²⁴ Sur ce château, voir Albert Wolff, *Les projets de reconstruction de la Majorie après l'incendie de Sion en 1788*, dans *Vallesia*, T. I, 1946, pp. 81-82.

²⁵ Sur la tradition de ces symboles, voir *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 119 et 134-136.

vrai de dire que l'on a réduit, à diverses reprises, les droits de l'Eglise de Sion et du chapitre, notamment à partir de l'épiscopat de Hildebrand Jost, c'est-à-dire depuis 1613. Ainsi pour l'élection des évêques : pendant la vacance du siège, le bailli préside à la Majorie ; c'est lui qui remet le glaive de la préfecture et les clefs dans les mains de l'évêque. En 1614, les députés protestèrent contre une prétendue innovation par laquelle le siège du bailli, dans les diètes, aurait été déplacé derrière celui des ecclésiastiques (*unter dem Geistlichen Banck*), alors que le bailli devait toujours siéger auprès du prince, en qualité de seconde personne (*die andere Persohn*), ayant voix en diète, parce que lui seul peut interpellier à la ronde (*die Umfrag*) et que les patriotes lui jurent aussi fidélité²⁶. En réalité, on ne trouve aucune protestation de ce genre dans les diètes antérieures, et le chapitre siégeait bel et bien devant le bailli ; n'est-il pas cité avant le bailli dans les alliances de 1529, de 1533, etc. ? N'est-ce pas encore le cas dans l'alliance de 1614, jurée à Sion, le 16 mai ? Si l'on se reporte à l'époque précédant 1614, on verra bien que l'autorité du bailli ne portait pas atteinte aux dignités ni aux droits du chapitre. Et si les députés des dizains ont protesté parce que le siège du bailli a changé plusieurs fois de place et a fini par se trouver relégué derrière celui des ecclésiastiques, ils prouvent eux-mêmes que le chapitre jouissait d'un droit régulier de siéger dans les diètes, droit qu'ils lui contestent maintenant. S'ils affirmaient alors que le bailli disposait aussi d'une voix en diète et pouvait y intervenir (*zu reden*), ils admettaient que le chapitre avait également une voix et le droit d'intervenir, sinon l'on ne comprendrait plus pourquoi ils disputaient au chapitre la première voix et la préséance. Le droit du chapitre est donc suffisamment prouvé.

Que signifie l'affirmation d'après laquelle le bailli a le droit d'interpellier à la ronde et d'assermenter les patriotes ? Le bailli exerçait ces deux prérogatives au nom de l'évêque, car il signait « *Ballivus pro Reverendissimo* », bailli pour Sa Grandeur. Son autorité n'a grandi que lorsque le chapitre dut lui céder sa préséance et ses fonctions de juge général, ce qu'il a dû faire par amour de la paix, comme dit le recès. Ce changement s'est opéré de suite après l'alliance avec les cantons catholiques, mais lors du renouvellement de 1624, à Sion, sous l'évêque Hildebrand Jost, on trouve encore le chapitre avant le bailli, et ce n'est qu'au renouvellement fait à Sion en 1681, le lundi avant la St-Martin, que le bailli est cité avant le chapitre²⁷.

²⁶ Sur la querelle de préséance entre le chapitre et le bailli, voir *ibidem*, pp. 169-171, 213-217, et notre article *Luttes politiques...*, dans *Vallesia*, T. II, 1947, pp. 102 et 127-128.

²⁷ *E. A.*, VI, 2, p. 21.

On voit clairement par là que le chapitre avait été la première personne de l'Etat (*die erste Staats-Persohn*) après Sa Grandeur, qu'il jouissait de la préséance, et que le bailli n'en a bénéficié qu'au moment où le chapitre lui a cédé ses prérogatives. Il en résulte que le chapitre est demeuré pourtant un membre de l'Etat et a conservé son droit de suffrage dans les diètes ; lorsque le bailli siégeait après le chapitre, n'alléguait-il pas qu'il disposait d'une voix dans les diètes ? — Autre preuve : le banc des ecclésiastiques n'a pas été absolument écarté de la salle des séances — ce qui n'aurait pu se faire en droit — mais on l'a simplement reculé derrière le siège du bailli. On objectera que ce « banc des ecclésiastiques » dans les diètes ne prouve pas le droit du chapitre à siéger régulièrement, puisque le traité de Silenen et d'autres n'en parlent pas, que ce banc n'a sa place que lors des élections du bailli, et que s'il s'est trouvé alors devant le bailli, ce fut uniquement par respect pour le chapitre.

Cette objection a déjà été réfutée, mais on répète que ni le traité de Silenen, ni d'autres, ni le *Landrecht* ne parlent expressément des diètes, et l'on doit s'en tenir aux droits étatiques (*Stands-Rechte*) de chacun ; c'est un principe incontestable que les membres de l'Etat ont le droit de siéger en diète (*dass die Stands-Glieder in dem Land-Rath einsitzen mögen*). Or, le traité de Silenen prouve que le chapitre est un membre de l'Eglise de Sion, et par le fait même un membre de l'Etat ; si donc le traité de Silenen ne prouve pas le droit du chapitre à siéger régulièrement, il prouve néanmoins que ce droit lui revient à titre de membre de l'Etat et de l'Eglise de Sion. Par suite, le banc des ecclésiastiques ne doit pas figurer seulement lors de l'élection du bailli ; sa présence signifie clairement que le chapitre a fait usage de son droit de siéger régulièrement dans les diètes, d'où son nom de « banc des ecclésiastiques » ; ce n'est pas seulement de manière honorifique, mais bien en vertu du droit qu'il se trouvait devant le siège du bailli (*nicht nur Ehren-, sonder Rechtshalber...*). Que l'on considère combien la charge de bailli a gagné en importance dans un court espace de temps, depuis qu'elle a acquis la préséance sur le chapitre. Et si toutes ces choses ne s'étaient point passées, la question ne se poserait pas de savoir si le chapitre peut être exclu des diètes ordinaires.

Autre objection : on dit que le bailli, au cours du XVI^e siècle déjà, a convoqué des diètes, avant d'obtenir la préséance sur le chapitre, et le *Landrecht* en fait mention. C'est exact, les baillis ont convoqué quelques diètes sans droit ni prérogative particulière, mais à la place de l'évêque, tout comme pour l'interpellation à la ronde : *Ballivus pro Reverendissimo*. Et personne ne pourra démontrer que la charge de bailli n'ait été accompagnée d'une autorité comparable à celle d'au-

jourd'hui, avant d'obtenir la préséance sur le chapitre. Depuis ce fait (1614), le bailli a été proclamé par les dizains, en 1616, « chef du Pays avec l'évêque »²⁹.

Ces innovations et autres, qui se sont produites notamment à partir de 1613, firent l'objet d'une conférence qui se tint à Lucerne du 21 au 31 janvier 1628 ; le pape y délégua le nonce apostolique à Lucerne et les cantons catholiques comme médiateurs pour liquider ce différend. Mais les députés des dizains se déclarèrent pris au dépourvu et démunis des instructions nécessaires pour négocier une entente²⁹. Les cantons catholiques leur montrèrent alors les dangers de leur attitude et leur demandèrent, puisqu'ils n'avaient pas mandat de répondre sur des points particuliers ni d'entrer dans aucune contestation, de se prononcer au moins d'une manière générale à l'égard de l'évêché et du chapitre. Les députés des dizains répondirent qu'ils entendaient, en leur qualité de protecteurs des droits de l'évêché, ne rien enlever à ce dernier, ne pas prêter la main aux atteintes que l'on aurait pu faire au cours des dernières années aux libertés, droits et juridictions de l'évêché ou du chapitre ; qu'ils ne voulaient rien innover ni modifier, mais que l'on prévoyait une spécification régulière des droits réciproques du temporel et du spirituel, etc. Si donc les députés des dizains avaient été munis des instructions suffisantes pour spécifier ces droits réciproques, toutes les contestations auraient pu être aplanies. L'évêque et le chapitre, pour leur part, avaient déjà entrepris de spécifier leurs droits sur la base des cent dernières années, soit jusqu'à l'époque de Philippe de Platea, qui régna jusqu'en 1523, ou d'Adrien Ier, en 1529 ; or, à cette époque le traité de Silenen était encore en vigueur, et il le fut encore plus tard, comme on l'a vu. On remarquera que le chapitre, aujourd'hui, dans un différend qui est fort semblable, se rapporte à la même période pour établir ses droits, comme ses prédécesseurs. On ne peut donc l'accuser d'innover.

Bien que les députés des dizains aient déclaré d'une manière générale, dans la conférence de Lucerne, en 1628, qu'ils ne voulaient rien enlever aux droits de l'Eglise de Sion, ces droits ont fortement diminué depuis ce temps. Depuis que le bailli fut reconnu, en 1616, chef du Pays conjointement à l'évêque, on a privé l'évêque, en 1630, de son droit de convoquer les diètes et ce droit a passé au bailli, et c'est celui-ci qui met fin à la diète après que les suffrages ont été émis (*auf die ergangene Stimmen den Land-Raths-Schluss machet*) et l'évêque est interpellé le dernier, après que la majorité s'est déjà

²⁹ Voir ci-dessus note 26.

²⁹ Voir *Luttes politiques...*, pp. 144-146.

prononcée (*der letzte angefragt wird nach dem schon ordentlich die Pluralität ergangen*), de façon que sa voix n'a plus d'influence, et que néanmoins, si la diète fait quelque chose qui déplaît au peuple, l'évêque en porte la plus grande responsabilité, alors que son suffrage ne peut empêcher grand'chose ; et le bailli donne la première voix tantôt à un dizain tantôt à un autre, mais jamais à l'évêque, qui vient toujours en dernier. Sans doute, le bailli se prononce en dernier, mais il conclut l'affaire, comme le faisait autrefois l'évêque. C'est à la suite de cette atteinte aux droits de l'évêque que l'on en vint à écrire dans les recès de la diète : « tenu en présence de l'évêque » tandis qu'autrefois l'on disait : « en présence du bailli », qui signait « *Ballivus pro Reverendissimo* »³⁰.

En 1640, on abrogea le serment que les juges en dessus de la Morge prêtaient à l'évêque en vertu du *Landrecht*. Depuis cette date aussi, l'évêque a perdu le droit fiscal (*das Fiscal-Recht*) et l'assermentation du gouverneur dans le bailliage de Monthey, bien que la Savoie ait cédé ce mandement à l'évêque premièrement (à *Capite*) et à l'Etat du Valais. Dans le gouvernement de Monthey, on ne rend plus compte à l'évêque des grandes amendes, contrairement au traité de Silenen, au *Landrecht*, etc., etc.

Et qu'a-t-on fait du premier article du *Landrecht* sur la citation en justice, qui reconnaît à l'évêque la première instance, qu'on a supprimée ? A l'avènement de l'évêque François-Joseph Supersaxo, le chapitre s'est occupé spécialement de cet article ; ceci l'a amené à examiner de plus près d'autres droits de l'Eglise de Sion, et l'a décidé d'assister régulièrement aux diètes afin d'obvier à de semblables innovations. L'article en question, qui permet de citer n'importe qui en première instance devant Sa Grandeur, sans passer par le juge de son lieu, a été souvent combattu. Ainsi, en 1682, on a interdit, sous peine d'une amende de 60 livres, d'invoquer ce droit, que l'on ne pouvait abolir, parce que cet article, qui réserve à l'évêque le droit de juge général (*das Judicium Generale*) est absolument clair et bien fondé dans le *Landrecht*. L'interdiction fut répétée à plusieurs reprises en 1694. Nouvelle modification en 1695 : tous les libres patriotes ayant une action contre les sujets, peuvent les citer devant Sa Grandeur et le bailli ou son lieutenant. En 1702, sous l'évêque François-Joseph, on accusa le clergé de Sion, dans la diète de Noël, d'avoir cité des gens d'en dessous de la Morge devant Sa Grandeur, et on proscrivit ce genre de citations ; toutefois, après protestation de l'évêque,

³⁰ Sur la manière dont votait la diète, voir *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 138-140, 174-176, 227-230.

quelques dizains revinrent sur cette décision. Mais ensuite, on a interdit aux sujets de comparaître, afin de rendre cet article sans effet. Et l'on ne se contenta point de priver l'évêque de son « *judicium generale* », on donna prétexte à ses juridictionnaires de désert son tribunal ; ainsi, quelques-uns de Nax, de Savièse et d'Ayent, au lieu de se présenter devant leur juge légitime, reçurent audience devant le bailli. S. G. François-Joseph a protesté, mais sans succès, bien que l'affaire fût importante³¹. Et pourtant, chacun reconnaîtra qu'après de telles usurpations, l'évêché perdra sous peu les juridictions qui lui restent ainsi que son *judicium generale*.

D'aucuns s'étonneront que le chapitre, en démontrant son droit de siéger régulièrement dans les diètes, fasse pareillement état des droits épiscopaux et de leurs modifications ; mais il faut se souvenir qu'en cas de vacance du siège épiscopal, le chapitre est obligé de rechercher ces droits et de parer à des innovations éventuelles, et c'est à cet effet qu'il a demandé à siéger régulièrement dans les diètes. Comme d'autre part, le chapitre est un membre de l'Eglise de Sion, il ne peut, en bien des cas, démontrer ses droits sans faire état de ceux de l'évêque. Le chapitre défend les droits de l'évêché, comme on l'a dit, parce qu'une atteinte à ceux-ci constitue une atteinte aux droits du chapitre, ce que l'on peut voir clairement dans l'affaire de la première instance et du détournement des juridictionnaires : en effet, 1) si l'on détourne les juridictionnaires de l'évêque, ceux du chapitre se croiront également autorisés à désert son tribunal. Mais comment alors l'évêque et le chapitre pourront-ils percevoir leurs revenus annuels ou fiefs ? 2) La première instance et autres droits sont réservés dans le *Landrecht* en faveur de l'Eglise de Sion ; mais si ces droits tombent en désuétude, l'évêque et le chapitre sont déchus de leurs droits fondés sur le *Landrecht*, qui a pourtant été conclu sous réserve expresse que l'on ne pourrait rien enlever, ajouter ni modifier, corriger ni préciser sans le consentement unanime des trois parties, c'est-à-dire sans la voix de l'évêque, du chapitre et des conseils et communes des VII louables dizains, à teneur de l'article 177 du *Landrecht*. Si donc on procède à des modifications sans consulter l'Eglise de Sion, celle-ci perd le bénéfice du *Landrecht*. Afin que le chapitre n'ait plus aucune autorité en matière de *Landrecht*, on conteste aussi son droit de siéger en diète, et on le prive encore de presque tous ses droits seigneuriaux. Autrefois, les députés disaient : si les chanoines ne concèdent pas leur préséance et leur siège au bailli, nous ne comparâtrons plus. Maintenant ils

³¹ Sur ces faits, voir *Contestations du Clergé...*, p. 211. — Le mémoire du chapitre révèle ici des faits qui ne semblent pas connus par d'autres documents.

déclarent : si le chapitre ne reste pas absolument à l'écart, nous ne comparâtrons plus. Autrefois, le bailli résignait ses fonctions dans les mains de Sa Grandeur, du chapitre et des députés de tous les dizains. Maintenant, on ne mentionne plus la présence du chapitre.

Devant de telles innovations, qui pourra donner tort au chapitre s'il réagit et fait état de ses droits légitimes ? Le serment qu'il a prêté envers l'Eglise l'oblige à parer à de telles nouveautés. Mais on demandera pourquoi ni lui ni ses prédécesseurs n'ont élevé de protestations, de telle sorte que l'Etat temporel bénéficie d'une longue et paisible possession ; c'est ce que l'on va contester dans la partie suivante.

Troisième partie : les dizains ne sont pas en longue et paisible possession des droits qu'ils ont usurpés.

Tout d'abord, on ne saurait dire qu'en supprimant la première instance de l'évêque, les dizains aient acquis une longue et paisible possession ; en effet, François-Joseph Supersaxo a protesté en paroles et en fait : sept ans avant son décès, un ressortissant de la paroisse de Nendaz a été cité en première instance devant son tribunal et son cas a été jugé. La chose a passé la même année devant la diète, elle est bien connue de tous.

D'autre part, les innovations qui se sont produites avant l'élection de Hildebrand Jost, en ce qui concerne l'élection et autres points, n'ont aucunement entraîné une possession paisible et juridique : 1) parce qu'elles ont été introduites contrairement au *Landrecht* qui réserve tous les droits de l'Eglise de Sion. 2) Parce que les usages et droits que les ancêtres ont reconnus en faveur de l'Eglise de Sion, même après la conquête du Bas-Valais, et dont ils ont admis longtemps la jouissance et l'exercice, ne peuvent être abolis ni considérés comme prescrits par leurs descendants en pleine période de paix ; sinon, que l'on dise en quoi des évêques si appréciés de tous comme Adrien Ier de Riedmatten, Jean Jordan, Hildebrand de Riedmatten et Adrien II de Riedmatten ont donné prétexte aux innovations qui ont précédé l'élection de Hildebrand Jost. 3) Parce que le contenu même des points en question ne peut se justifier ; on a en effet mis au recès que les fiefs de l'Eglise seraient taxés par des commissaires généraux, vendus et le prix versé à l'Eglise, mais non pas selon la taxe des biens libres. Or, ces rentes foncières constituent de loin la plus grande et la plus indispensable des subsistances dont vit l'Eglise de Sion. L'évêque et le chapitre pouvaient-ils admettre de telles choses ? S'ils l'avaient fait, en dépit de leur serment de fidélité et de leurs droits, l'évêché

et le chapitre n'auraient-ils pas été perdus et qu'en serait-il résulté ? Tout esprit impartial avouera que l'évêque et le chapitre ont rendu un bon service tant pour le spirituel que pour le temporel de la chère patrie en défendant leurs droits dans la mesure du possible. 4) Parce que l'Eglise a protesté formellement et constamment contre ces innovations ; en 1613 même, lors des événements indiqués, le chapitre a protesté oralement et par écrit ; il a déposé une longue protestation écrite auprès de l'Etat temporel. En 1614, lors du renouvellement de l'alliance avec les cantons catholiques, Hildebrand Jost et le chapitre ont réitéré leur protestation, qui a été mise au recès³². Personne ne pourra dire que les protestations aient cessé du temps de Hildebrand Jost, et l'on sait que l'on a comparu à Lucerne, en 1628, en vue d'un compromis. On prétend qu'on a rédigé un accord sous cet évêque. En réalité, il y eut plusieurs conventions ou projets en vue de régler les différends survenus lors de son élection. On ne saurait affirmer que l'évêque Jost ait causé ces différends, car personne ne contestera qu'ils ont débuté après la mort de son prédécesseur Adrien II et avant son élection. On ne peut soutenir davantage que l'évêque Jost ait voulu innover, ni qu'il ait repoussé injustement un accord qu'on lui proposait, car il ne demandait rien d'autre que d'être traité dans son évêché comme ses prédécesseurs les évêques de Riedmatten, ce que le chapitre a approuvé aussi. Que ceux qui prétendent le contraire en fournissent les preuves. Par contre, les innovations suscitées contre l'Eglise à cette époque, et contre lesquelles l'évêque et le chapitre ont toujours protesté par la suite, prouvent manifestement que l'Etat séculier n'a pas laissé l'évêque Jost ni le chapitre dans l'état de choses qui avait existé sous les évêques de Riedmatten.

Après la mort de Hildebrand Jost, le chapitre a protesté solennellement contre toutes les innovations qui s'étaient produites lors de son élection, et c'est pour cela que l'élection d'Adrien III fut retardée. Le chapitre a protesté de même, lors des élections d'Adrien IV, d'Adrien V et de François-Joseph Supersaxo, en faveur de l'Eglise en général³³. On répliqua que les recès des élections épiscopales disent peu de choses de ces protestations. Mais si l'on ne peut contester l'autorité des recès, on ne peut toutefois leur accorder une confiance illimitée en cette matière, parce que personne ne saurait être juge dans son propre procès. Or, des témoins encore en vie peuvent attester que, lors de l'élection de François-Joseph Supersaxo, le chapitre a protesté

³² Sur ces événements voir *Luttes politiques...*, notamment pp. 88-91.

³³ Sur ces faits, voir *Contestations du clergé...*, pp. 203-214.

de nouveau, ainsi qu'il doit toujours le faire, et que le doyen de Sion a remis l'épée de la préfecture en même temps que le bailli ; mais on n'a mis au recès ni l'une ni l'autre chose. De même, lors de la dernière élection de Jean-Joseph Blatter, le chapitre a protesté contre son invalidité et contre bien d'autres innovations ; le doyen a remis le glaive simultanément avec le bailli. Mais on n'en a de nouveau rien écrit dans le recès, et ainsi dans d'autres recès. Il résulte clairement de ces faits que le chapitre a toujours protesté et n'a pas laissé prescrire ses droits, ce qui se serait produit sans cela.

Au surplus, chaque partie a protesté à perpétuité pour ses droits dans le *Landrecht* : il ne saurait donc y avoir de prescription. Enfin, le droit du chapitre de siéger régulièrement dans les diètes ne saurait se prescrire parce que, en plus des protestations indiquées, le chapitre a constamment pris part à l'élection du bailli et aux diètes importantes, et s'est donc comporté en tout temps comme un membre de l'Etat et de l'Eglise de Sion. Et même s'il s'était tenu à l'écart de ces diètes importantes et de ces élections, il n'aurait pas perdu pour autant son droit de siéger régulièrement, parce que, dans et après le *Landrecht*, le chapitre a protesté pour tous ses droits, et que les dizains eux-mêmes ont admis sa protestation dans des traités authentiques. C'est pourquoi le chapitre peut occuper sans contestation le banc des ecclésiastiques dans les diètes, et surtout maintenant que, en dépit du *Landrecht* et de la protestation admise, on parle de prescription. La prétendue « paisible possession » est ainsi entièrement réfutée.

Mais on soulève encore d'autres contradictions : on dit notamment que l'Etat du Valais est maintenant une République, que par conséquent le chapitre n'est plus un membre de l'Etat, et ne saurait encore moins constituer un tiers de l'Etat. Si l'on admet cette proposition, il faut en conclure que l'évêque n'est pas non plus un membre de l'Etat, ce qui ne peut se soutenir ; cela ne peut davantage se dire du chapitre, puisque celui-ci représente également l'Eglise de Sion. Et de plus, que la patrie soit une République ou non, cela ne doit porter aucun préjudice à l'évêque ni au chapitre ; il y a république là où plusieurs personnes exercent le pouvoir (*wo mehr regierende Persohnen seynd*) et où chacun peut jouir de ses droits et libertés. Il existe des républiques qui sont gouvernées et administrées par le clergé, la noblesse et les communes ; en Valais, par le clergé et les sept dizains, conseils et communes ; et l'on ne pourrait plus parler de république si l'Etat ecclésiastique voulait dominer l'Etat temporel. Les Ecritures attestent qu'il est profitable et honorable que l'Etat ecclésiastique et l'Etat temporel président à la chose publique. Ainsi,

la forme même de la république exige qu'on laisse et garantisse à chaque partie ses droits, ses coutumes et ses libertés³⁴.

Quant à dire que le chapitre ne saurait constituer un tiers, on sait bien qu'il ne prétend pas s'arroger le tiers des voix dans les diètes, mais qu'il demande une voix, comme il convient, c'est-à-dire comme un dizain (*ein Stimm, wie ihme dan gebühret, gleich einem Zehnden*). Par contre, c'est en matière de *Landrecht* que le titre de tiers lui convient, en ce sens que si l'évêque et les dizains veulent modifier quelque chose dans le *Landrecht*, ils n'en ont ni le pouvoir ni la compétence sans le consentement exprès du chapitre. Réciproquement, si l'évêque et le chapitre voulaient modifier quelque chose dans le *Landrecht*, ils ne pourraient davantage le faire sans le consentement exprès des VII dizains, conseils et communes. La chose publique est ainsi régie et maintenue de la manière la meilleure et la plus sûre. Voilà pourquoi autrefois les évêques, le chapitre, les dizains, conseils et communes, qui étaient à la tête du gouvernement, l'ont juré, scellé et confirmé, afin qu'il demeure sans changement, ce qui malheureusement n'a pas été le cas, d'où les justes plaintes de l'Etat ecclésiastique.

Mais l'Etat temporel pense que l'on pourrait bien laisser tomber ces reproches, vu que l'Eglise de Sion a reçu de belles seigneuries et des fiefs dans le Bas-Valais après la conquête de ce territoire, et que l'on gouvernerait et administrerait parfaitement sans les frais de l'Eglise. On répond : 1) que l'évêque et le chapitre ont possédé des seigneuries et des fiefs dont ils ont joui dans le Bas-Valais alors que ce territoire était encore sous la domination de la maison de Savoie. Du reste, l'Eglise de Sion n'aurait pas grand' peine à prouver que ses revenus ont diminué depuis la conquête du Bas-Valais, et qu'on lui a enlevé plus qu'elle n'a reçu. 2) On ne prétend aucunement qu'il n'y a pas de bons dirigeants dans l'Etat temporel, mais ce n'est pas une raison pour exclure l'Etat ecclésiastique ; il serait contraire à tout droit qu'une partie seule s'arroge le pouvoir tandis que l'autre serait déchue de ses droits. On admettra aussi que les plus graves affaires qui se sont produites de temps en temps ont été élucidées et réglées par l'évêque, le chapitre et les VII dizains. L'entente, la vigilance et les soins communs de l'Etat ecclésiastique et de l'Etat temporel ont toujours donné les meilleurs résultats. 3) L'adjonction : « sans les frais de l'Eglise » suggère que les revenus communs annuels du Bas-Valais sont affectés, en vertu des traités, à la protection aussi bien du pays et des gens que de l'Eglise de Sion. Que les dizains fassent le

³⁴ Sur le terme « république » appliqué au Valais, voir *ibidem*, p. 212, et *L'Indépendance du Valais...*, pp. 439-440, 443-444.

compte des sommes qu'ils se sont partagées depuis 1490 et des dépenses qu'ils ont eues pour la défense de la République et pour son administration, et ils verront qu'ils n'ont rien perdu, mais que le patrimoine de la généralité et de chaque lieu en particulier s'est bien plutôt accru. Si, contre toute attente, on disait encore : cela ne regarde pas l'Eglise, ces sommes sont perçues conformément aux traités passés et conclus avec elle, on pourrait répondre que l'évêque et le chapitre, en diverses circonstances, ont payé de leurs deniers. Ainsi, pour les alliances avec la Confédération, jusqu'au dernier renouvellement fait à Schwyz en 1728, les frais ont été répartis entre l'évêché, le chapitre et les VII dizains à raison d'un tiers chacun. Or, cette alliance est l'œuvre la plus excellente que l'on n'ait jamais mise sur pied : elle garantit non seulement la vraie foi catholique romaine, mais encore le joyau de la liberté (*die goldene Freyheit*). Comme on la renouvelait fréquemment au début, et que l'évêché et le chapitre supportaient chacun un tiers des frais, c'est une somme considérable que l'Eglise de Sion a affectée à cette œuvre salutaire, et cela prouve que l'Eglise a contribué bénévolement et d'une manière suffisante au bien-être spirituel et temporel de la chère patrie. C'est grâce aux soins, conseil et activité de l'évêque, du chapitre et des dizains que s'est réalisée cette œuvre d'intérêt général.

Dernière objection : si l'Eglise, dit-on, veut être un membre du gouvernement (*regierendes Mitglied*), elle doit aussi, en temps de guerre, mettre ses troupes en campagne. On répond premièrement : que l'on ne peut exiger une chose pareille de l'Eglise à cause de ses droits et de l'état de choses actuel. Si l'on veut contester sérieusement, on répond, en deuxième lieu, que les troupes du Bas-Valais partent en campagne pour chaque franc-patriote, aussi bien que pour l'Eglise, et que les dizains aussi sont astreints à protéger les droits et les libertés de l'Eglise. Troisièmement, l'Eglise possède encore des juridictionnaires dans le Bas-Valais et ailleurs, et en nombre non négligeable ; ne pourrait-on pas les considérer comme les « soldats de l'Eglise » ? Mais si l'on voulait apprécier les droits politiques (*Staats-Rechte*) d'après l'importance des forces, il faudrait que les dizains les moins importants n'aient pas, dans les diètes, autant de droits et de suffrages que les plus grands, ce qui ne serait pas équitable, de même que chaque franc-patriote, même s'il est peu fortuné, jouit du droit d'être député à la diète, ou tout au moins, s'il n'est pas député, d'approuver ou de repousser le recès. Le chapitre, qui a rendu de grands services à l'Eglise et à l'Etat, ne doit-il plus jouir de tels droits ? Que chacun juge s'il est équitable qu'une partie perde toujours ses droits, tandis

que l'autre augmenterait toujours les siens ? Cela serait-il utile ou nuisible pour la République ?

Tel est l'exposé des droits seigneuriaux de l'antique chapitre de Sion et des motifs pour lesquels on a été amené à les expliquer selon les faits et d'après les circonstances. Si, contrairement à ce qu'on espère, quelque passage de cet exposé pouvait déplaire à certaines personnes, il faut en rejeter la faute sur les circonstances, car le chapitre ne pouvait fournir l'exposé de ses droits, que l'on exigeait de lui, sans rappeler ce qui s'est produit parfois à son égard. Mais ceux qui n'ignorent pas tout des temps passés auront reconnu que le chapitre a parlé bien peu de ces faits, et en toute modération et respect.

De toute cette démonstration, il résulte ce qui suit :

1. En vertu de l'accord passé entre l'Etat ecclésiastique et l'Etat temporel après la conquête du Bas-Valais, les dizains ont reconnu le chapitre comme membre de l'Eglise de Sion. — Le chapitre a reçu du St-Siège le droit d'élire les évêques. En cas de vacance du siège épiscopal, le chapitre seul préside dans le château, et c'est lui qui remet au nouvel élu l'épée de la préfecture et les clefs du château. Il a possédé, dans les diètes, un siège qui se trouvait devant celui du bailli.

2. Les dizains ont approuvé, après la mort du cardinal Schiner, du temps d'Adrien Ier et de Jean Jordan, l'accord conclu après la conquête du Bas-Valais ; ils ont reconnu au chapitre ses prérogatives seigneuriales au sein du gouvernement, tant dans le pays qu'au dehors.

3. Dans le *Landrecht* également, le chapitre est considéré comme membre de l'Etat et de l'Eglise de Sion, ce qu'atteste son sceau qui y est apposé. Le *Landrecht* réserve les droits et les libertés de l'évêché et du chapitre, et c'est pourquoi ce dernier a continué à posséder, dans les diètes, un siège devant celui du bailli.

4. Les grandes innovations contre les droits de l'Eglise ont débüté au temps de Hildebrand Jost.

5. Ni le *Landrecht* ni d'autres conventions et traités plus récents ne sont restés intacts, mais on a toujours diminué les droits de l'Eglise, de telle sorte que cette dernière en possède encore moins maintenant que du temps de Hildebrand Jost.

6. Le chapitre a suffisamment protesté contre toutes ces innovations, mais sans résultat. C'est pourquoi le chapitre est obligé de prendre d'autres moyens : le serment qu'il a prêté envers l'Eglise l'y oblige ; il y est tenu devant ses successeurs ; l'honneur et le bien du pays exigent que cet antique chapitre conserve son autorité et ses droits.

Quel moyen décisif le chapitre doit-il prendre ? Il demande un juge selon le droit, c'est-à-dire les cantons catholiques suisses, en vertu de l'alliance que le Valais a conclue avec eux. On ne saurait refuser un tel juge, et Sa Sainteté le pape ne le fera certainement pas non plus, puisque son légat a autorisé, dans un cas analogue, la conférence de Lucerne de l'an 1628 dont il était question plus haut.

Le chapitre demande ce juge conforme au droit pour reconnaître et trancher ce qui suit :

1. Le chapitre ne doit-il avoir aucune part au *Landrecht* ni aux autres conventions et traités ? — On sait que le chapitre exige expressément que son droit, bien fondé dans le *Landrecht*, demeure inchangé.

2. Le chapitre a-t-il perdu ses droits, et peut-on l'exclure des diètes parce que maintenant le bailli siège devant le chapitre et parce qu'il convoque la diète ? — Pour reconnaître ce droit, on doit se rapporter à l'origine des diètes.

3. Peut-on priver le tribunal épiscopal du bénéfice de l'article premier du *Landrecht*, c'est-à-dire de la première instance, qui importe fort au chapitre ?

4. Le droit d'élire l'évêque, de résider dans le château en cas de vacance du siège épiscopal, de remettre l'épée de la préfecture et les clefs du château au nouvel élu appartient-il à l'Etat temporel ou au chapitre, comme démontré ci-dessus ? Le chapitre ajoute cet article, parce que tant que ce point ne sera pas tranché, la paix et la bonne entente si désirées entre l'Etat ecclésiastique et l'Etat temporel ne seront jamais garanties, mais l'on protestera pour l'avenir comme on l'a déjà fait depuis longtemps déjà, ce qui, finalement, pourrait bien causer de graves difficultés. Or le chapitre ne désire rien d'autre que le salut de la patrie, qui réside dans la bonne entente entre l'Etat ecclésiastique et l'Etat temporel ; il ne cherche qu'à régler les litiges et les différends. D'aucuns prétendent que le chapitre a des visées inadmissibles et préjudiciables à la chose publique ; c'est pour cela que le chapitre expose clairement son opinion et la fait imprimer pour la porter à la connaissance de tous.

Le chapitre attend maintenant une réponse définitive sur ces points. Il a exposé clairement et exactement ses droits et ses griefs, en langue allemande, afin que chacun, dans les conseils et communes, puisse bien les méditer. Il espère que tout le monde aura à cœur de se rappeler la reconnaissance que le Pays doit au chapitre pour le maintien et la pureté de la vraie foi, seule sanctifiante, et pour la fidélité et l'appui constant dont il a fait montre en toutes les circonstances. Le chapitre ne cherche qu'à maintenir l'Eglise dans ses droits et qu'à entretenir dans le Pays l'ordre, la paix, l'unité et la bonne

entente. Tous ensemble, nous devons considérer ce qui est juste avec loyauté et d'un cœur impartial, afin que cessent les différends et les discordes, et que la charité, porteuse de bonheur et de bénédictions, ainsi que la bonne entente entre l'Etat ecclésiastique et l'Etat temporel, soient rétablies et consolidées à jamais. Le chapitre, par l'intercession de la Sainte Vierge Marie, Mère de Dieu, et de tous les saints patrons du Pays, offre dans ce but la sainte messe et ses prières instantes au Tout-Puissant, source de tous les biens.



Ainsi s'achève notre document, dont Grenat³⁵ ne s'est guère préoccupé, et qu'il nomme « le court écrit du chapitre ». Cet auteur admet bien que la demande du chapitre « était fondée sur les faits » et que ses allégations étaient véritables, mais il considère le mémoire comme « vicieux, en ce qu'il fondait ses droits, non sur l'ancien usage corroboré par le laps de plusieurs siècles, mais sur la convention que l'évêque Walter Supersaxo fit, en 1477, avec les dizains pour fixer les droits respectifs de l'Eglise de Sion et des patriotes ; il alléguait encore, à l'appui, les statuts de 1571, auxquels il avait apposé son sceau immédiatement après celui de l'évêque et avant ceux des dizains. Il est incompréhensible que le chapitre n'ait pas invoqué les anciens recès comme preuve irréfragable de son droit de représentation en diète et d'y donner son suffrage. On voit effectivement dans les recès que, jusqu'au XVII^e siècle, il avait rang en diète avant le bailli, comme le prouve la contestation qui s'éleva alors entre ses députés et ceux des patriotes. S'étayer sur la convention Supersaxo était commettre une lourde faute et à peu près avouer qu'il n'avait aucun droit puisque cet arrangement ne reconnaît qu'un seul seigneur spirituel et temporel en Valais, un seul juge général du pays : l'évêque... ».

Grenat semble bien suivre l'opinion que J.-G. Schiner, abbé de St-Maurice, exprimait dans une dissertation de 1772³⁶ : « En 1735, le 9 novembre, le chapitre de Sion distribua par les dizains un manifeste imprimé de 50 pages, où il prétendait avoir séance et suffrage dans les diètes ; il ne fondait plus sa prétention sur la donation de Charlemagne, dont il n'y fit aucune mention, mais sur le traité de Walter Supersaxo avec les 7 Dizains, de 1477, et sur les statuts de 1571, pour y avoir mis son sceau. Il est à remarquer : 1^o que le traité de 1477 ne reconnaît qu'un seul seigneur spirituel et temporel, qu'un seul comte et préfet, qu'un seul juge général du pays, qui est le Rme

³⁵ *Op. cit.*, pp. 392-393.

³⁶ *AV*, fonds de Rivaz, carton 70, No 23, pp. 10 et 11.

seigneur évêque, dont les appels vont immédiatement au souverain, à la diète générale, *non sit nisi unus Dominus Spiritualis et temporalis, videlicet Rmus Dnus nos. Eps. Sedun.* Le dit traité ne reconnaît point le chapitre et les chanoines pour seigneur spirituel et temporel dans les diètes. 2^o L'approbation que le chapitre a donnée aux statuts de 1571 en y apposant son sceau n'est pas un titre qui lui donne droit de séance et suffrage dans les diètes, mais c'est une autorisation qu'il donne à l'évêque, parce que, selon les canonistes, les évêques et prélats doivent traiter les affaires *majoris momenti* du consentement ou de l'avis de leur chapitre, *pro regula tenendum est quod praelati omnia maiora negotia cum consensu vel consilio suorum capitulorum expedire debeant*, dit Engel. On a demandé en différents actes et traités l'approbation et le sceau du chapitre pour qu'il ne puisse pas à la suite des temps les disputer et révoquer en doute : *capituli consensus in multis casibus exigitur, ita ut quod sine ipso ab Episcopo factum fuerit, nullius sit roboris et momenti*, Barbosa. — En 1737, le chapitre demanda d'avoir les *abscheids* des diètes, comme un membre d'Etat, ce fut inutile ».

On peut se demander si Grenat a eu une connaissance directe du mémoire du chapitre, qui fait parfaitement état des « anciens récès ». Admettons avec cet auteur que les chanoines auraient pu s'en tenir à l'usage des diètes, et que leur parti-pris de faire dire aux textes de 1477 et de 1490 que le chapitre est un membre de l'Etat les conduit à des interprétations audacieuses. Mais il faut observer que ces accords, ainsi que le *Landrecht* de 1571, constituaient les seuls textes de droit écrit posant quelques normes constitutionnelles pour le Valais ; il s'agissait au moins de montrer que ces documents ne s'opposaient point aux prétentions du chapitre. On ne peut donc dire avec Grenat que le chapitre commit une lourde faute en évoquant ces textes, ni qu'il était dépourvu d'érudition historique.

Quant à l'opinion de l'abbé Schiner, elle n'est pas à l'abri de toute critique ; certes, en 1477, Walter II Supersaxo croyait encore pouvoir se proclamer seul seigneur au spirituel et au temporel, dans tout le Valais, mais ne recevait-il pas les terres du Bas-Valais en même temps que ses patriotes³⁷, et cet évêque désirait-il, par cette proclamation, minimiser les droits du chapitre ? Ni Schiner, ni Grenat ne semblent avoir conscience de la survivance des droits corporatifs du chapitre dans l'Etat, droits qui, il est vrai, paraissent avoir été très peu précisés en Valais³⁸.

³⁷ Voir à ce sujet *La fin de l'Etat corporatif...*, p. 56.

³⁸ Voir à ce sujet *ibidem*, p. 13, note 6 et p. 23.

Nos archives cantonales conservent encore un manuscrit anonyme en latin intitulé : « *Jura et Praerogativae Capituli Sedunensis quorum petitur redintegratio* ». Il s'agit d'un projet, encore peu élaboré, parfois incomplet, chargé de ratures, muni de références juridiques peu lisibles. Le texte, qui rapporte des événements de 1734, doit être contemporain du mémoire du chapitre. On ignore à quel usage, il était destiné, mais comme il contient divers passages intéressants, nous tâchons d'en donner ici une analyse³⁹.

On rappelle que l'Eglise de Sion, après les rois de Bourgogne et les empereurs romains, a possédé la haute seigneurie (*Altum Dominium*) dans le Haut et le Bas-Valais, notamment l'exercice de la préfecture, l'usage des régales, en général par l'évêque seul, mais aussi, dans les affaires importantes concernant le pays, ou nécessitant plus de soin, notamment dans les relations avec les princes et les Etats étrangers, avec le chapitre associé au gouvernement (*Capitulum adhiberet Regiminis socium*). Il est facile de prouver que le chapitre de Sion fut toujours un membre co-seigneur de l'Etat du Valais (*status Vallesii membrum condominans*) ; notre document énumère plus de 40 cas où le chapitre intervint dans les affaires du pays entre 1233 et 1734⁴⁰.

Pourquoi le chapitre n'a-t-il plus assisté à toutes les diètes ? Il était difficile pour les chanoines d'y passer des jours entiers sans rémunération (*absque salario*), alors qu'ils étaient astreints aux offices de la cathédrale ou de la collégiale de Valère, et retenus par des occupations plus conformes à leur état, tandis que la diète s'occupait de choses purement temporelles et d'intérêt parfois minime (*mere prophanis et ipsis momenti persaepe exigui*). Le chapitre assistait par contre aux diètes, la plupart du temps, lorsqu'il s'agissait d'affaires publiques importantes, intéressant à la fois la religion et l'Etat ; il y venait en outre chaque fois que l'évêque l'y conviait ou qu'il l'estimait de son devoir. — On indique ensuite pourquoi les chanoines ont décidé d'assister à toutes les diètes depuis la mort du dernier évêque. Les dizains s'y étant opposés, en prétendant que le chapitre n'était pas

³⁹ AV, fonds AT L *collectanea*, t. 10, No 96, 8 folios de 22/33 cm. — Nous en avons déjà fait état dans notre ouvrage cité ci-dessus, pp. 268-269.

⁴⁰ Il s'agit notamment de conventions avec la Savoie, avec Berne et les autres cantons suisses, d'actes concernant les droits de chancellerie du chapitre, de conventions entre les patriotes et l'Eglise de Sion, de preuves pour le droit du chapitre de remettre le glaive à l'évêque, pour son droit de préséance, pour le « *judicium generale* », etc. On précise pour 1630 : les députés des dizains enlèvent à l'évêque le droit de convoquer les diètes et le donnent au bailli ; on enlève ainsi au chapitre le droit passif d'y assister aussi souvent que l'évêque le désirait (*adeoque sublatum est Capitulo jus passivum ad presentiam quotiescumque episcopus vellet*).

membre de l'Etat, les chanoines ont jugé indispensable de recourir à un juge impartial, à savoir le pape et les cantons suisses.

Première question : le chapitre de Sion est-il membre de l'Etat ? (*Pars condominans status ac Patriae Vallesii, vulgo ein Staats-glid*). — Réponse : le rôle du chapitre dans le gouvernement le prouve. Les dizains comme tels ne sauraient se prétendre membres de l'Etat : les actes du XIII^e au XVI^e siècle montrent que le chapitre était partie contractante dans les traités avec les Etats et les princes étrangers, et qu'il a exercé des attributions qui appartiennent sans doute à l'exercice du pouvoir souverain (*quae pertinent ad supremam dispositionem negotiorum, integrae Ditionis, vulgo soverenitatis Exercitium*). Les sceaux apposés au *Landrecht* de 1571 attestent que les lois suprêmes du pays et les statuts généraux du Valais émanent du chapitre de Sion aussi bien que des VII dizains et de l'évêque.

Depuis le temps où les communes des VII dizains du Valais exercent aussi simultanément l'autorité suprême en Valais, le gouvernement actuel du Valais se compose de plusieurs ordres différents, à savoir l'évêque, le chapitre de Sion et les universités des VII dizains, de sorte que ces ordres constituent un Etat aristocratique et démocratique à la fois ; l'évêque et le chapitre constituent une hiérarchie ecclésiastique et temporelle, une sorte d'aristocratie, tandis que les dizains constituent une démocratie⁴¹. Dans les affaires publiques, l'évêque et le chapitre disposent d'un suffrage en leur propre nom, tandis que les autres n'en ont que « pour l'évêque »⁴² ou « pour le peuple » de tous les VII dizains. L'évêque et le chapitre ont toujours bénéficié de la préséance dans les diètes ou dans les relations avec l'étranger. Avant d'acquérir les biens des seigneurs de la Tour, les dizains ne possédaient aucune seigneurie ou juridiction, tandis que le chapitre a possédé, de tout temps, des seigneuries, châteaux et juridictions en pleine souveraineté (*sovereno . . . pleno ac supremo jure*), avec mère et mixte impère, haut domaine et omnimode juridiction, dans les dizains de Sierre et de Sion, et sans être astreint à l'hommage envers l'évêque pour ces régales, alors que les régales lui appartiennent pourtant presque toutes.

⁴¹ « Exercetur etiam a 7 Desenorum Communitatibus simultanea ac suprema Autoritas in Vallesia, conflatur nempe regimen Vallesiae prout nostris temporibus viget ex pluribus ac diversis ordinibus Episcopo Capitulo sedunensi et 7 Desenorum universitatibus adeo ut conficiant hi ordines Statum aristocratico-democraticum, constituentibus nempe Episcopo et Capitulo Hyerarchiam Ecclesiastico-temporalem seu quasi Aristocratiam septem vero Deseni Democratiam ».

⁴² Il s'agit d'une allusion au bailli.

Enfin, chaque deux ans, on convoque régulièrement le chapitre à la diète pour désigner le bailli, droit qui ne saurait appartenir qu'aux membres du Pays. Et ce ne sont pas l'évêque et les dizains seuls qui font et acceptent les statuts généraux du Valais, mais encore le chapitre qui y figure comme partie contractante, de sorte qu'on ne peut les abroger sans lui, etc.

Deuxième question : le chapitre a-t-il le droit de siéger régulièrement dans les diètes ? — Le rôle du chapitre dans l'Etat démontre suffisamment qu'on ne peut l'exclure des diètes sans injustice. Et si les chanoines assistaient à ces assemblées chaque fois qu'ils estimaient que l'intérêt public ou leur propre intérêt était en jeu, c'est bien qu'ils jouissaient du droit de siéger régulièrement. Personne n'a mis en doute ce droit jusqu'ici, mais le fait que le chapitre n'en a pas fait usage à certains moments a donné prétexte à des ennemis du chapitre de lui dénier ce droit qu'il désire exercer à présent avec plus d'assiduité. On sait pourquoi le chapitre ne saurait assister absolument à toutes les séances ; il n'a pas non plus l'intention de le faire sans nécessité pour l'Etat ou l'Eglise. Fait digne de remarque : même lorsque les chanoines étaient absents des diètes, leur siège vide y figurait pourtant toujours, et des contemporains s'en souviennent encore, alors même que, par négligence de la part de certains officiers, on a omis, ces derniers temps, de préparer ce banc.

Le chapitre se sent obligé, à présent, d'assister aux diètes, car les lois du Pays ne peuvent être modifiées sans son consentement, et l'expérience prouve que les diètes modifient ou interprètent les lois au grand préjudice de l'Eglise de Sion, ou jugent contrairement à ces lois.

Pourquoi le chapitre a-t-il fréquenté plus rarement les diètes ? Cela provient sans doute de ce qu'autrefois l'évêque convoquait les diètes ordinaires et extraordinaires. En cas de danger, ou de violation des lois, statuts ou immunités de l'Eglise, ou lorsque la tranquillité ou le salut du pays étaient en cause, le chapitre ne manquait pas de déléguer des chanoines. C'est depuis 1630 que le droit de convoquer les diètes passa au bailli, et que le chapitre envoya moins fréquemment ses représentants. Le fait d'avoir privé l'évêque de son droit de convocation doit-il entraîner pour le chapitre la perte de son droit d'assister aux diètes lorsque ses intérêts l'exigent ou lorsque l'évêque l'estime bon ? Si les chanoines ont cru qu'ils ne devaient assister qu'aux diètes importantes, doit-il s'ensuivre qu'on puisse leur interdire de s'intéresser aux choses moins importantes, alors qu'une règle de droit dit :

*cui licet quod majus est non debet quod minus est non licere*⁴³. Or, aucune loi, aucun statut ou constitution ne s'y oppose, et le petit peuple (*plebecula*) peut toujours envoyer ses députés en diète. Le fait d'avoir manqué des diètes purement facultatives, traitant de choses peu importantes, ne saurait supprimer ce droit. Mais maintenant on interdit expressément de siéger aux chanoines ; s'ils se soumettent à cette défense, ils risquent de perdre à jamais un droit important. C'est pourquoi ils ont dû recourir à un arbitre contre les VII dizains qui le leur ont interdit.

Le chapitre possédait des droits régaliens depuis des temps très reculés, et était donc un membre du pays, tandis que les dizains n'ont pas détenu de régle avant la conquête du Bas-Valais.

Troisième question : le chapitre de Sion possède-t-il le droit de chancellerie ? — La donation caroline est l'origine du droit de chancellerie et de la possession de ce droit. Des actes prouvent une longue possession et un droit bien antérieur. Une tradition bien établie dans l'Eglise de Sion veut que ses privilèges, libertés, prérogatives et immunités aient été concédées par l'empereur Charles et on a frappé de peines ceux qui contrevenaient à ce droit de chancellerie, ainsi que le répète une sentence de l'évêque Hildebrand de Riedmatten du 26 juillet 1589 reconnaissant au chapitre son droit de chancellerie dans tout le diocèse⁴⁴. Ce droit a été confirmé par l'empereur Charles IV en 1437, le 11 juillet, etc. Quant au possessoire, il est démontré dès 1292 en tout cas et suppose absolument un titre antérieur, c'est-à-dire la donation caroline. Quant aux statuts de 1571, ils réservent les droits du chapitre. Les violations du droit de chancellerie ne créent pas un nouveau possessoire, pas plus que toutes les violations d'immunités de l'Eglise au préjudice de la mense et du chapitre de Sion, vu le principe « *cum malae fidei possessor ullo tempore non praescribat* ». De plus, toute coutume lésant gravement l'Eglise est nulle. Or la coutume contraire tire son origine d'un fait injuste, elle est donc nulle : « *quod ab initio non valet tractu temporis non reconvalescit* ». Le chapitre demande à être réintégré dans son droit, dont les revenus diminuent d'année en année.

⁴³ *Digeste*, livre L, titre XVII, 21.

⁴⁴ Il s'agit d'un mandat épiscopal contre les violations du droit de chancellerie dans les dizains de Sion et de Sierre, Archives de Valère, tiroir 1, No 170. — Sur le droit de chancellerie du chapitre, voir Mangisch, *op. cit.*, pp. 89 et suiv.

Quatrième question : le « *judicium generale* » ou droit de première instance. — Le droit de juger tous les cas en première instance appartient sans doute à l'évêque, mais le chapitre a le droit d'agir pour réintégrer ce droit à la mense. De tout temps les évêques de Sion, en qualité de comtes et préfets, en vertu de la Caroline, ont joui d'une vaste juridiction dans tout le Valais. Pour toutes sortes de causes, toutes les personnes pouvaient recourir à eux en première instance, ou au juge général institué à leur place, charge qui était confiée à un chanoine distinct de l'official et du vicaire général, ce que prouvent maints documents et les statuts du pays ; la formule « *nulli vero hominum liceat ...* » semble ajoutée en faveur des patriotes, contrairement à la coutume ancienne, pour éviter des frais de déplacement⁴⁵. Mais c'est surtout plus tard que l'on a limité ou gêné l'exercice du droit de l'évêque notamment en 1682 et en 1694. Le pouvoir laïc a ainsi mutilé, restreint et limité à plusieurs reprises, presque aboli ce droit dans une diète de 1702, en dépit d'une protestation solennelle, mais sans résultat. A la mort de l'évêque François-Joseph, on a interdit, en dessous de la Morge, toute citation devant l'évêque, sauf au spirituel. L'évêque n'ayant point procédé à ce sujet, l'affaire resta au *statu quo*. On ne saurait faire état d'une nouvelle coutume contraire. L'Eglise de Sion peut demander la réintégration dans ses droits et le chapitre est légitimé à le faire⁴⁶. On ne doit pas s'étonner si le chapitre réclame la réintégration du *judicium generale* en faveur de la mense, car il lui importe grandement que ce *judicium generale* appartienne à l'évêque ou à la personne qu'il désigne pour assumer le tribunal de première instance pour toutes les causes civiles et pour toutes les personnes en Valais : sinon les prévenus devraient comparaître devant des juges subalternes, souvent illettrés et peu capables, très différents suivant les paroisses, d'où de grands frais. Une comparution personnelle de ce genre serait une atteinte à la dignité ecclésiastique, et l'on sait que la petitesse des revenus ne permet pas d'utiliser toujours des procureurs. La crainte de perdre des droits féodaux et d'autres raisons graves amènent le chapitre à demander réincorporation du dit droit à la mense. Il est bien légitimé à le faire en vertu de l'adage : « *agere quisque possit qui suâ interesse putaverit exceptis certis personis ipso jure prohibitis* ». Dans une affaire si grave, le chapitre ne peut omettre de faire cette réclamation par voie juridique ou par composition amicale.

⁴⁵ Voir ce texte chez Heusler, *op. cit.*, p. 271, *Caput I, de citatione*, § 3.

⁴⁶ L'auteur s'appuie notamment sur le commentaire du Panormitain, *de rebus ecclesiasticis non alienandis*.



Quelle fut la réaction de la diète valaisanne à l'égard du mémoire du chapitre de 1735 ? — Les dizains de Conches, de Brigue, de Viège, de Rarogne et de Sierre, à l'exception, dans ce dernier, des communes de Lens et de St-Léonard, déclarèrent, au cours de la diète de décembre 1735 ⁴⁷, qu'ils regardaient la demande des chanoines « comme de grande conséquence, non fondée », qu'ils la refusaient « s'en rapportant à l'ordre usité en l'Etat (*Landtsordnung*) depuis temps immémorial ». Loèche opina qu'il convenait d'opérer encore des recherches dans la chancellerie, afin de mieux connaître les droits respectifs, et de laisser au chapitre la première instance, mais seulement envers les sujets. La ville et le dizain de Sion accordaient au chapitre le droit de siéger en diète, mais sans émolument, et sans droits ultérieurs ; et le chapitre devait en donner l'assurance dans une réversale. Sion accordait également au chapitre la première instance.

Avant la fin de cette diète, le chapitre fit parvenir un mémoire ⁴⁸ que le recès résume ainsi : « le chapitre persiste à réclamer la première instance, item à avoir voix et siège en toutes les diètes et assemblées pareillement à un dizain ; cependant, par amour du bien public, sans sportules. Au cas où l'on s'y opposerait encore, comme on le fait, tantôt sous un prétexte, tantôt sous l'autre, il demande « réitérément » un juge, par lequel l'affaire puisse être décidée, sans bruit et sans animosité, prenant de nouveau ciel et terre à témoins qu'il ne cherche que la paix, union, bonne intelligence et repos de sa conscience, en maintien des droits de son Eglise ».

Lors de la diète de mai 1736, le chapitre demanda une réponse ⁴⁹ ; Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Sierre s'en référèrent unanimement à leur déclaration précédente, et Sion fit de même. Viège demanda que l'on s'en tint au sens des statuts, si l'on avait innové en matière de première instance.

Le chapitre dut renouveler ses propositions amiables, car son doyen se plaignit, le 18 novembre 1736, de ce qu'elles n'avaient point été insérées au recès ⁵⁰. Il réclamait toujours la première instance en faveur de l'évêque, conformément au *Landrecht*, et prétendait obtenir siège et voix « en toutes et chacune diètes, comme membre de l'Etat, en les affaires qui concernent le gouvernement de l'Etat, et aussi en les causes *mixti fori* ; en outre que le chapitre ait à dire, pa-

⁴⁷ de Courten, VI, p. 591.

⁴⁸ Cité *ibidem*, mais nous n'avons pu jusqu'ici en retrouver le texte.

⁴⁹ de Courten, VI, p. 600.

⁵⁰ *Ibidem*, p. 601

reillement à un dizain, sur tous et chaque recès qui devront lui être remis». Les chanoines demandaient à être exemptés des diètes communes, et enfin, qu'à défaut de toute concession, on mît « en accord les statuts et qu'on s'y tint invariablement ».

Pour la diète de décembre 1736, le chapitre avait soumis une proposition écrite concernant la première instance, son droit de siéger en diète, d'obtenir un exemplaire des recès. Le bailli en fit parvenir des copies aux dizains qui répondirent ainsi : Sion maintient ses concessions et ses réserves. Conches, Brigue, Rarogne, Sierre et la majorité du dizain de Loèche s'en tiennent à leurs déclarations et souhaitent de continuer à vivre en sincérité avec le chapitre... en l'ancien pied et coutume...». Au cours de cette même diète, le chapitre fit encore parvenir deux projets écrits. Les dizains prirent *ad referendum* « la dernière proposition rédigée en termes plus mitigés » : pour la première instance, le chapitre s'en référait au *Landrecht* ; il exigeait droit de siège et voix *in omnibus actibus solemnioribus et in causis mixti fori*, les « *actus solemniores* » pouvant être réglés par Sa Grandeur et par quelques membres des dizains et du chapitre. Enfin, un recès devait être transmis au chapitre, en sa qualité de membre de l'Etat, afin qu'il puisse soumettre ses griefs et dire son opinion. Les chanoines exigeaient une réponse définitive et voulaient savoir si on leur refusait aussi le juge réclamé⁵¹.

Mais les dizains manifestèrent, lors de la diète de mai 1737, qu'ils n'avaient pas changé d'avis⁵², et la plupart d'entre eux voulaient obtenir de l'évêque des précisions au sujet de la première instance. Sa Grandeur déclara « que, par la première instance, elle ne cherchait pas à s'étendre davantage sur le criminel, mais seulement sur le civil, dans les lieux dont a été question et où les derniers évêques l'usaient ».

Le chapitre renouvela ses assauts à la diète de décembre 1737⁵³. Les dizains s'en tinrent à leurs déclarations répétées, et se déclarèrent fatigués et ennuyés (*müet und verdrüssig*) ; ils chargèrent le bailli et deux députés de chaque dizain de représenter aux chanoines « les mauvaises suites qui pourraient naître de ces continuelles réclamations contre l'ancien ordre de l'Etat et d'examen plus minutieux des hauts droits et seigneurie, qui pourraient détruire la paix dans la patrie ». Mieux valait maintenir la longue entente « entre états ecclésiastique

⁵¹ *Ibidem*, pp. 611-612. — L'expression « *actus solemniores* » désigne les diètes importantes.

⁵² *Ibidem*, p. 620.

⁵³ *Ibidem*, pp. 629-630.

et civil » et s'en tenir aux « constitutions de l'Etat transmises par les pieux prédécesseurs ». Personne ne peut se reprocher d'avoir lésé le chapitre en ses droits et libertés : tous veulent au contraire le protéger.

Mais le chapitre renouvella encore ses demandes « d'une manière étendue... comme précédemment ». Les dizains prirent la chose *ad referendum* et prièrent l'évêque d'intervenir. Naturellement, en décembre 1738⁵⁴, les députés revinrent en annonçant qu'ils n'avaient « pas d'autres instructions » que de répondre comme précédemment. Les chanoines, pour leur part, se déclarèrent peu satisfaits du résultat de leurs efforts de quatre ans ! La réponse finale (*finalische Antwort*) de la ville et du dizain de Sion, datée de novembre 1738, est connue par un document conservé dans les archives de la Bourgeoisie de Sion⁵⁵. On y admet : 1) que l'évêque est chef (*Haupt*) de la République, préfet et comte, ainsi que l'indiquent les monnaies et les alliances ; que les sept louables dizains, avec l'évêque et le chapitre forment l'Etat libre et le souverain (*sammdtlich den freyen Stand und souverainitet ausmacht*) ; 2) que la première instance doit appartenir à l'évêque ; 3) que le chapitre doit avoir siège et voix dans les diètes ordinaires et dans les assemblées d'Etat, sauf dans les causes purement civiles (*mere civilibus*) ou ne touchant pas au gouvernement du pays, ni aux rapports des dizains entre eux, le tout sous réserve que le chapitre n'ait point part aux deniers communs ni aux revenus d'Etat fixes ou extraordinaires, mais s'en tienne à ses droits et revenus, comme dit dans sa déclaration.

Nous trouvons dans les mêmes archives⁵⁶ un texte français, de date incertaine, qui atteste également la bonne volonté du dizain de Sion. On y mentionne une proposition du chapitre qui pourrait bien être celle du 18 novembre 1736, par laquelle il demandait à être reconnu en qualité de « membre de l'Etat » et à obtenir « séance et voix dans la session des assemblées d'Etat ou qu'à refus de cette séance, les sept dizains rétablissent le statut dans sa vigueur, pour que l'Eglise rentrasse dans l'exercice de ce que le dit statut confirme appartenir soit à l'évêché soit au dit chapitre ».

Or, ces questions restent en suspens depuis la mort de l'évêque Supersaxo « sans l'apparence d'une termination, au contraire, les parties semblent plutôt s'éloigner des voies convenables à rétablir la paix et tranquillité désirables entre ces illustres corps ». Les six dizains, ou l'un d'entre eux, rapporte ce texte, « auroient avancé dans une con-

⁵⁴ *Ibidem*, p. 645.

⁵⁵ *AV*, fonds *ABS*, tiroir 94, No 167, (brouillon sur papier).

⁵⁶ *Ibidem*, tiroir 27, No 65.

férence tenue chez son Excellence Baillivale, qu'un évêque ne seroit pas seulement consort de la souveraineté», et le chapitre bien moins encore. Sion a reconnu au chapitre le droit de session et de voix, mais sans émolument et sans participation aux deniers communs. Les six autres dizains ont alors demandé aux députés de Sion s'ils entendaient défendre et maintenir la liberté commune, et leur ont fait observer que deux actes, l'un de 1627 et l'autre de 1634, « attribuent, à ce que l'on prétend, la souveraineté uniquement aux sept dizains, sans que l'évêque, à cause des renonciations y contenues, y puisse aspirer ». Au cour de la même diète, on convoqua le chapitre ; une discussion eut lieu au cours de laquelle les députés de Sion « se seroient déclarés que, pour la souveraineté, l'on ne pouvoit la disputer à l'évêché, non plus au vénérable chapitre ». Devant ces difficultés, on décida de revoir les documents, « et avons recogneu sans peine que l'évêché at des telles prérogatives que l'on ne sauroit mettre en question ny soutenir qu'un évêque n'aie été en tout temps le chef de la patrie et république de Valley, comme l'on ne peut lui disputer les droits de régale qui sont attachés à l'évêché. Le chapitre at été en tout tems un membre de l'Eglise, inséparable dycelle, qu'il a participé des droits de l'évêché et en at eu et tient encore en son particulier tels qui vérifient assez de quel poids il étoit dans l'état, témoin les alliances et autres prérogatives qu'il a eu encore des derniers siècles, sans parler des tems plus reculés ; par conséquent, que accordant la session et la voix . . . nous avons cru de lui accorder ce qu'avons pu faire sans faire tort aux six louables dixains ny aux droits de la souveraineté ». Sion a cru éviter ainsi un plus grand embarras, « car qui tout veut, tout perd » et refuser à l'Eglise les droits qui lui restent, c'est s'exposer à ce qu'elle ne cherche des appuis à l'étranger . . . ».

A la mort de l'évêque J.-J. Blatter, survenue le 19 janvier 1752, les chanoines se mirent en relation avec le légat. Le 27 février, ils déclarèrent au bailli qu'ils consentaient à une élection « sur le pied usité jusqu'à présent, savoir sur présentation de quatre chanoines résidents, etc., toutefois sous condition que le chapitre soit reconnu pour un membre de l'Etat et que comme tel il aura siège et voix en les diètes, et aussi que le futur évêque pourra jouir des droits dont ont joui les évêques de Riedmatten »⁵⁷. Le bailli F.-J. Burgener communiqua cette

⁵⁷ de Courten, VII, pp. 91 et suiv. — On peut se demander si l'on ne faisait pas allusion aux prédécesseurs de Hildebrand Jost, mais A.-J. de Rivaz (*AV*, fonds de Rivaz, *Opera Historica*, t. XVIII, p. 200) croit qu'il s'agit des « trois évêques de Riedmatten » « postérieurs à la renonciation à la Caroline de 1636 », et il en tire argument pour dire que des innovations se sont donc produites depuis cette date encore. — Sur ce point, voir aussi Grenat, *op. cit.*, p. 393.

« demande de grande importance » aux dizains, au moyen d'une circulaire. La diète réunie le 13 mars 1752 repoussa ces conditions, car les hauts seigneurs « ne voulaient pas payer le droit d'élection d'évêque par un mode si attentatoire à la souveraineté qui appartient aux sept dizains » (*das Bischöfliche Wahlrecht auf ein der denen 7 l. Zehnden zuständig souverainitet so nachtretenderweis nicht erkaufen wollen*), et elle communiqua sa décision par écrit au chapitre.

Le 7 avril 1752, les chanoines firent imprimer un manifeste expliquant pourquoi ils tardaient à effectuer la présentation d'un candidat pour l'élection épiscopale⁵⁸. Ils y rappellent la peine et les soins qu'ils ont pris en vue de la prochaine élection épiscopale ; mais les dizains eux-mêmes ne sauraient contester qu'on a lésé à plusieurs reprises les droits de l'évêque et ceux du chapitre, d'où de déplorables malentendus, qui ont retardé les élections épiscopales. Pour cette fois, le chapitre est prêt à faire sa présentation en vue de l'élection épiscopale, mais à une double condition : les évêques jouiront désormais des droits dont ont bénéficié les évêques de Riedmatten, et l'on reconnaîtra au chapitre sa qualité de membre de l'Etat à teneur du *Landrecht*, le tout moyennant approbation de Sa Sainteté le pape, sans lequel le chapitre ne saurait traiter d'affaire ecclésiastique. C'est seulement ainsi que les dizains pourront participer et procéder à l'élection épiscopale sans danger pour le salut des âmes et pour les consciences. Le chapitre ne veut que la sécurité de l'Etat, il en a garanti par écrit le bailli et les sept dizains, mais ceux-ci ont repoussé toutes ses conditions dans une lettre datée du 13 mars 1752, dont le mémoire reproduit la teneur, et que nous connaissons par le recès cité ci-dessus.

Une telle réponse ne dépossède pas seulement le chapitre, mais encore l'évêque de ses droits primitifs : si le chapitre n'était plus un membre de l'Etat, l'évêque, en tant que chef de la République, ne pourrait pas avoir part non plus à la haute seigneurie. Tout espoir de liberté, de sécurité pour le pays et de paix pour la conscience s'évanouit ainsi : on a coupé court à toute possibilité pour le chapitre et pour les dizains de discuter ultérieurement, ce qui serait pourtant nécessaire vu la gravité de l'affaire qu'il convient de liquider une bonne fois pour le mieux. Le chapitre n'a jamais eu l'intention de diminuer la liberté, ni les deniers communs ou revenus des louables dizains ; il n'entend que défendre les droits antiques et incontestables de l'Eglise en tant que membre de l'Etat. Si l'on maintient une innovation si vio-

⁵⁸ Un exemplaire aux AV, fonds AT L, *collectanea*, t. 9, No 30, cahier de 4 folios 15,5/20,5 cm., imprimé le 7 avril 1752, chez Sébastien Naterer, intitulé : « *Beweg-Ursachen des Uthalten Dom-Stiffts zu Sitten, warum solches die Praesentation der Bischoffs-wahl annoch nit vorgenommen* ».

lente et si contraire à tous les droits, le clergé tout entier peut craindre non seulement de perdre sa liberté, mais encore les plus graves difficultés pour l'Eglise, qui est exclue de partout, méprisée et exposée sans défense à tous les accidents. Et pourtant tout le monde sait que l'évêque et le chapitre ont été de tout temps les fermes appuis de la vraie religion, seule sanctifiante, ainsi qu'on peut le démontrer clair comme le jour par maint recès.

On espérait encore qu'en dépit de la lettre du 13 mars, le recès de la diétine de la Souste⁵⁹, adopté sous réserve du bon plaisir des conseils et communes, offrirait une occasion favorable, mais tel ne fut point le cas. C'est pourquoi le chapitre, conformément à son devoir, a désigné deux de ses membres et les a envoyés à la nonciature le 8 avril au matin, afin de fournir un rapport sur le rejet de ses offres, et pour parer également à toute perte du droit d'élection, de manière à ce que ne soient lésés ni le droit de l'Eglise ni la chère patrie. Le chapitre désire uniquement trouver le moyen de tranquilliser les consciences de part et d'autre afin de garantir la bonne entente, la paix, la tranquillité et l'unité.

On laisse juger chaque franc-patriote bien pensant si le chapitre peut effectuer une présentation pour l'élection épiscopale dans de telles conditions, contrairement à son serment et à sa conscience, et contrairement au droit de l'Eglise. Le droit d'élection, qui appartient au seul chapitre dans l'Eglise catholique-romaine peut-il être cédé à l'Etat temporel, pour qu'il y participe, alors que les louables dizains ne veulent plus accorder à l'Eglise aucune part à la haute seigneurie, mais l'en excluent absolument ? Le chapitre publie ses représentations à l'égard de la chère patrie, afin que l'on apprécie s'il peut faire davantage pour le bien et pour la sécurité de la patrie.

Le texte de ce mémoire montre que les chanoines craignaient d'être privés de leur droit d'élection ; on en verra la raison plus loin⁶⁰ : les députés songeaient à se passer de la présentation du chapitre et à présenter directement au nonce, et par lui au pape, un des chanoines, pour que Sa Sainteté le nomme directement.

Le bailli F.-J. Burgener convoqua une diétine à Sion, pour le 8 mai 1752, afin d'aplanir à l'amiable « les difficultés pendantes entre le Haut Etat et le chapitre et de pouvoir procéder ensuite, en prochaine diète de mai, à l'élection d'un évêque »⁶¹. On fit appeler les chanoines à la séance, et on leur proposa les points suivants :

⁵⁹ Il s'agit toujours de la diète du 13 mars : de Courten, VII, p. 91.

⁶⁰ Grenat, *op. cit.*, pp. 393-394.

⁶¹ de Courten, VII, pp. 95-96. — Voir également à ce sujet *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 269-270.

1. « L'évêque est reconnu pour un chef et membre de la République et libre Etat (*für ein Haupt und Glied der republic und freyen standts*), et comme tel aura siège et voix en les diètes, comme un dizain, mais sans autres émoluments et fruitions que ceux dont il jouissait jusqu'à présent ». — Quant aux autres droits que le chapitre réclame pour l'évêché, et qui sont tombés en désuétude, on s'en tiendra à la pratique établie, tout en rectifiant, éventuellement, « quelques particularités ».

2. « Vu que de cette manière il y aura 8 voix en diètes, et qu'ainsi pourrait arriver qu'elles se partageassent également sur une affaire, soit 4 voix d'un côté, 4 de l'autre, en ce cas le bailli décidera pour la majorité, comme cela s'observe aussi en quelques Etats de la Confédération (*das möhr und den Entscheid machen*) ».

3. « Siège et voix ne sont pas accordés au chapitre en diètes, si ce n'est que l'évêque fût décédé ou absent, vu que les deux sont considérés comme ne formant qu'un corps (*ein corpus*) ; et aussi quand s'agit de pourvoir aux trois premières charges de l'Etat et en affaires d'alliances, ainsi qu'a été usité jusqu'à présent, et enfin en causes de for mixte, c'est-à-dire en affaires qui sont partie du spirituel, partie du temporel, si toutefois Sa Grandeur princière le demandait.

4. « On accorde au chapitre, d'après demande itérative, un recès des diètes et lui promet toute protection possible de ses droits et de ses fiefs ».

5. « La ainsi nommée première instance est accordée depuis la Morge en bas jusqu'à Saxon, c'est-à-dire aussi loin que l'on se sert, comme on dit, de la monnaie allemande ; afin que le libre patriote ne soit pas obligé d'y procéder juridiquement avec le sujet, ainsi que cela doit déjà avoir été recédé une fois.

6. « Par contre, et moyennant ces articles, le chapitre devra faire au Haut Etat la présentation accoutumée de 4 chanoines résidents, pour l'élection épiscopale, mais avec ce, se désister à l'avenir des protestations déplaisantes et par trop dures, remises ci-avant, et aussi faire en sorte d'obtenir, sur ce, le consentement et approbation de la nonciature, ou encore du siège papal même, ce à quoi le Haut Etat coopérera, si besoin, afin que ces litiges puissent d'autant plus vite être aplanis une fois pour toutes ».

Après quelques objections, le chapitre accepta ces points, mais les députés les prirent *ad referendum*. Le résultat de la consultation des communes fut donné lors de la diète du 30 mai au 8 juin 1752⁶² :

⁶² de Courten, VII, pp. 102-103.

Conches et Viège repoussaient l'arrangement et voulaient s'en tenir à la pratique existant sous les deux derniers évêques. Par contre la ville et le dizain de Sion agréaient la proposition, mais voulaient que ce fût l'évêque qui, « en parité de voix, fasse majorité ». Sierre pensait de même, mais demandait qu'en cas d'absence ou de mort de l'évêque, ce fût le vicaire général et non le chapitre qui assistât à la diète ; en outre, à l'instar de Loèche, Sierre trouvait qu'une copie ou qu'un extrait de recès devait suffire au chapitre. La partie inférieure de Rarogne acceptait le tout, la partie supérieure pensait comme Viège et Conches. Brigue approuvait le recès, mais voulait que « seulement un évêque élu par les VII dizains ait siège et voix en les diètes comme un dizain ». La question se posait de savoir « si la pluralité qui s'est ainsi prononcée pour l'acceptation du dit recès, en le principal, devait valoir »⁶³. Les hauts seigneurs reconnurent « qu'en un Etat libre, il fallait s'y tenir, pour les affaires d'Etat occurrentes (*in vorfallenden Standsgeschäften*), sauf celles exceptées par les statuts (*Landrecht*), par conséquent aussi dans la présente, qu'autrement on ne pourrait presque jamais rien conclure ». Cependant, « avant de décider définitivement », on jugea opportun de consulter quelques représentants du chapitre. Ce dernier répondit qu'il avait accepté le recès, mais qu'il faisait aussi des réserves sur quatre points, à savoir : l'assermentation des juges, les grandes amendes, la confiscation des avoirs des personnes exécutées et la première instance ; il s'en référait entièrement aux statuts⁶⁴. Les députés, qui avaient accepté le recès « en l'essence » déclarèrent alors qu'ils ne pouvaient consentir à ces adjonctions, les conseils et communes n'en ayant point été informés ne les accepteraient que difficilement. Le chapitre, interpellé pour la quatrième fois, déclara finalement qu'il pourrait se départir de ces adjonctions si l'on supprimait l'article du recès concernant « les autres droits » (article 1, seconde partie). Les députés répondirent que cet article avait été adopté par la majorité des dizains, que les conseils et communes n'avaient point donné d'autres instructions à cet égard, mais que l'on pourrait encore examiner la chose.

La diète résolut encore « d'envoyer une députation près de Mgr le Nonce à Lucerne, pour lui présenter nos titres (*Rechtsamen*) et nos anciens usages » et elle désigna à cet effet les capitaines de dizain

⁶³ Le principe majoritaire n'était pas admis sans réticence en diète au XVIII^e siècle : voir à ce propos W.-A. Liebeskind, *Das Referendum der Landschaft Wallis*, Leipzig, 1928, pp. 85-86, et *La fin de l'Etat corporatif...*, p. 272, note 941.

⁶⁴ Sur la nomination des juges à partir du XVII^e siècle, voir *ibidem*, p. 235 ; sur les amendes, pp. 84, 88, 90 note 326, 94 et 95 ; sur les confiscations, pp. 89, 127 et 237, et notre article *Droits et fiefs...*, pp. 198 et 201-202.

Preux et Sigristen, laissant au bailli le soin de leur donner ses instructions. Mais il semble que ce furent le colonel Roten et le capitaine Sigristen qui se rendirent en réalité à Lucerne. Ils étaient de retour le 11 août 1752, date à laquelle le bailli Burgener convoqua une diète extraordinaire à la Souste de Loèche⁶⁵. Le légat leur avait répondu avec bienveillance qu'il voulait écrire aux chanoines de faire leur présentation comme d'ordinaire, « toutefois avec protestation pour leurs droits, mais en termes plus modérés que lors de la dernière élection ». Il leur accordait pour cela un terme jusqu'à la fin du mois d'août.

Mais comme il s'avérait que le chapitre ne voudrait pas se prêter à la présentation indiquée, les députés songèrent, non sans quelques réticences de la part de certains dizains, « à postuler un évêque de S. S. le Pape, c'est-à-dire de lui présenter un chanoine avec humble prière de vouloir le reconnaître (*zusagen*) évêque, et dans le cas où le dit se refuserait, l'obliger par son autorité ». Il ne pouvait être question du vicaire capitulaire Jean-Joseph de Chastonay, à cause de son grand âge : aussi la diète résolut-elle de demander au pape pour évêque Jean-Hildebrand Roten, par l'entremise du nonce.

Le bailli convoqua une diétine à Sion pour le 31 août, afin de « procéder à l'élection de l'évêque dans le terme accordé par son Excellence le Légat, sur le pied accoutumé »⁶⁶, car le chapitre avait enfin fait savoir qu'il était prêt pour sa part à le faire. Sion et Conches reprirent aussitôt leurs anciens démêlés pour la préséance, sans aboutir à aucune entente. Puis l'élection eut lieu comme d'ordinaire. Le sacristain et procureur général du chapitre — c'était le futur évêque Ambüel — remit la protestation pour les droits de l'Eglise, et le bailli Burgener protesta à son tour pour ceux de l'Etat ; puis le sacristain déclara que le chapitre présentait J.-J. de Chastonay, J.-J. Lager, J.-H. Roten et F.-F. Ambüel⁶⁷. Selon la tradition, le bailli confia le

⁶⁵ de Courten, VII, p. 107. — Il s'agit, d'après les recès, d'Angelin Preux et de Jean-Henri Sigristen, tous deux capitaines de dizain ; ce dernier était donc encore en vie en 1752, contrairement à l'indication de l'*Armorial valaisan* (p. 242, art. *Sigristen*), qui indique 1748 comme date de sa mort. Quant au colonel Roten, il s'agit de Jean-Ignace (1712-1768), juriste en vue, major de Rarogne dès 1736, châtelain de Lötschen (1752-1754), gouverneur de Monthey (1739-1740) (*ibidem*, p. 218, art. *von Roten*).

⁶⁶ de Courten, VII, p. 111. — Grenat, *op. cit.*, pp. 393 et suiv., donne un exposé détaillé sur les manœuvres du bailli et du chapitre.

⁶⁷ Jean-Joseph de Chastonay (1678-1744), de Sierre, chanoine de Sion 1705, sacristain 1743, doyen de Sion 1746, vicaire général 1746, vicaire capitulaire 1752. — Jean-Joseph Lager (1690-1767), de Münster, chanoine de Sion 1744, doyen de Valère 1757, official et vicaire général 1758. — Jean-Hildebrand Roten (1722-1760), de Rarogne, chanoine de Sion dès 1742. — François-Joseph-Frédéric Ambüel (1714-1780), chanoine de Sion 1735, sacristain 1745, évêque en 1760 (voir Tamini et Délèze, *op. cit.*, pp. 431, 465, 494 et 412).

conseil secret au dizain dont était natif l'évêque défunt⁶⁸, à savoir celui de Viège, assisté de deux membres de chacun des autres dizains. Le conseil rédigea sa conclusion dans la petite sacristie, puis la notifia publiquement dans la cathédrale. La haute assemblée confirma la conclusion, puis élut en qualité d'évêque, comte et préfet, à l'unanimité, Jean-Hildebrand Roten, qui fut élevé par le doyen du chapitre au maître-autel, du côté de l'Evangile. Le bailli lui remit le glaive de la préfecture après une courte allocution sur les devoirs d'un évêque et préfet. La cérémonie s'acheva comme de coutume : au château de la Majorie « Sa Grandeur... fut menée par le bailli jusqu'en la chancellerie, et en reçut de lui les clefs en présence du Rd Doyen »⁶⁹.



On peut admettre avec Grenat que, malgré les mémoires et les assauts renouvelés du chapitre de Sion, le gouvernement valaisan n'accorda ni ne rendit effective l'ancienne souveraineté de l'Eglise. Par contre il n'est pas exact que l'évêque Jean-Hildebrand Roten ne fit rien pour défendre les droits de son siège et du chapitre, et ce dernier n'était pas près de déposer les armes. Si, sur le plan pratique il n'avait obtenu aucun avantage, sur le plan de l'histoire et du droit, son mémoire de 1735 n'avait reçu aucune réfutation en bonne forme. Il devait appartenir au bailli Burgener de défendre, en 1760, le point de vue des dizains⁷⁰.

⁶⁸ Sur le « Conseil secret » lors des élections épiscopales, voir *Contestations du Clergé...*, 1re partie, pp. 202, 213. — Norrmann G. P. H., *Geographisch-statistische Darstellung des Schweizerlandes...*, Hamburg, 1795-1798, 4. Theil, 1. Band, p. 2690, décrit ainsi le fonctionnement de ce petit conseil à la fin du XVIIIe siècle : 4 députés d'un dizain, plus 6 députés de chaque autre dizain forment, avec le chancelier, le petit conseil ; ils élisent l'un des quatre chanoines présentés. Le « grand conseil » se compose du bailli et des autres députés. Ils votent à l'exclusion du petit conseil, parfois même pour un autre chanoine. Les décisions se prennent à la majorité ; en cas d'égalité des suffrages, le dizain choisi le premier départage les voix. — Le même système s'emploie pour l'élection du bailli et d'autres magistrats.

⁶⁹ Sur cette élection, voir encore Grenat, *op. cit.*, pp. 394-395, et M. Boccard, *Histoire du Vallais...*, Genève, 1844, pp. 249-251.

⁷⁰ Voir à ce sujet *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 270-275, et *L'Indépendance du Valais...*, pp. 441-448. — Nous nous proposons de revenir sur ces faits et notamment de publier la réplique du bailli Burgener.